

LE JOURNAL
DES SOLUTIONS LOCALES

NUMÉRO SPÉCIAL - MARS 2021

PRESSÉ ORANGE!

LE MAGAZINE DES 1^{ÈRE} ANNÉE
JOURNALISME ISCPA TOULOUSE



GÉNÉRATION
SOLUTION

SOCIÉTÉ

Le fléau du harcèlement de rue
> 6 - 12

SANTÉ

Le recyclage hospitalier
> 14 - 15

CULTURE

RAP : 4 questions à Frenetik
> 27 - 31



SOMMAIRE

INTERVIEW

LE QUOTIDIEN D'UN POLICIER EN 2021
"JE NE ME SENS PAS TOUJOURS EN SÉCURITÉ."

Agé de 31 ans, Olivier travaille depuis maintenant plusieurs années au sein de la police nationale dans une banlieue française.

PAGE 4-5

DOSSIERS



SOCIÉTÉ

LE FLÉAU
DU HARCÈLEMENT DE RUE
PAGE 6



PORTRAIT

LE RÊVE FRANÇAIS
D'AMINA
PAGE 13



SANTÉ

LA DÉMOCRATISATION DU
RECYCLAGE HOSPITALIER
PAGE 14



CONSOMMATION

MONTAGNE : CES PRATIQUES
EN PLEIN ESSOR
PAGE 16



ENVIRONNEMENT

ABATTOIRS AMBULANTS
UNE RÉVOLUTION ?
PAGE 20



POLITIQUE

LA NOUVELLE STRATÉGIE
DE COMMUNICATION
DES POLITIQUES
PAGE 24



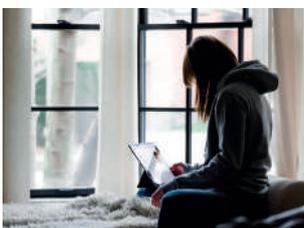
CULTURE

LA MUSIQUE : DE L'ÉVEIL
À L'ENSEIGNEMENT
PAGE 27



PORTRAIT

PORTRAIT DE VINCENT
VALLAURI
PAGE 32



SPORT

LE SPORT UNE SOLUTION
CONTRE LA SÉDENTARITÉ
PAGE 34



HIGH-TECH

LA LUTTE CONTRE
L'OBSOLESCENCE
PROGRAMMÉE
PAGE 35

iscpa!

186 Route de Grenade
31700 Blagnac
05 31 08 70 52

iscpatoulouse@groupe-igs.fr

RÉDACTION

Directrice de la publication : Christine Moisson

Responsable pédagogique : Sophie Arutunian

Rédaction en chef : Pierre Vincenot, Ingrid Bernard et Delphine Tayac

Maquette & exécution : Cédric Serres, Richard Talut, C1 Promo 2020-2021

Secrétariat de rédaction : Sébastien Marcelle

J1 Promo 2020-2021 : L.Albert, A.Albouy, Y.Amaddiou, S.Barrau, E.Bertand, A.Bouchy, G.Brehin, B.Buisson, T.Carrere, A.Clerc-Pellegatta, Y.De Stephani, L.Dubois, N.Ferrari, A.Frenkel, N.Giraud, L.Guillet, T.Kuntz, L.Le Bars, L.Le Saint, R.Oussa Kouassi, E.Pfeifer, L.Rhanimi, M.Souiol, G.Thoraval, N.Thouery, M.Verneuil.

Crédit photo UNE : Lucie Guillet

EDITORANGE

CHRISTINE MOISSON



Credit : ISCPA Toulouse

ENGAGÉE !

Les qualificatifs ne manquent pas dès lors que l'on évoque la Génération Z.

Ultra-connectée, mobile, internationale, mais également impatiente, narcissique ou encore individualiste. Depuis plusieurs années, les études, enquêtes et autres sondages s'enchaînent. Tous s'efforcent de dessiner le profil d'une génération encore en train de se construire. Difficile dans ces conditions de faire le tri.

Alors jouons ! À la façon de l'île déserte et de son unique objet à emporter. Pour ma part, si je devais ne retenir qu'un seul des nombreux adjectifs attribués à cette génération, je choisirais « engagée ». Il s'agit d'un choix subjectif, bien sûr. Et un seul qualificatif est éminemment réducteur, c'est vrai. Et pourtant !

Feuilletez ce nouveau numéro de Presse Orange. Né du travail collaboratif des étudiantes et étudiants de 1^{ère}

année de l'ISCPA Toulouse, donc de la Gen Z, ce magazine de solutions agit comme le révélateur d'une jeunesse qui s'engage. De la transition écologique au bien-être animal en passant par l'achat de seconde main ou la précarité menstruelle, ils questionnent tous les grands sujets de société.

Et le constat est là, indiscutable. Ils sont de tous les combats. Absolument déterminés à faire changer la société actuelle. À vendre plutôt que de jeter, à réparer plutôt que de remplacer, à séduire plutôt que de harceler. Finalement à créer un monde plus juste et plus durable pour demain.

Tout compte fait, à leurs yeux, c'est la société qui n'est pas assez engagée.

Un seul conseil alors, continuez ! Provoquez, bousculez, agissez ! On finira bien par vous suivre !



La promo J1
2020-2021

INTERVIEW

LA BIO

Agé de 31 ans, Olivier* travaille depuis maintenant plusieurs années au sein de la police nationale dans une banlieue française.

*prénom d'emprunt



Crédit : Yasmine Amadilou

« JE NE ME SENS PAS TOUJOURS EN SÉCURITÉ » : LE QUOTIDIEN D'UN POLICIER EN 2021

Après une année compliquée, un jeune policier nous raconte dans une interview exclusive son quotidien en tant que membre des forces de l'ordre en pleine pandémie.

Qu'est-ce qui vous a donné envie de rejoindre la police nationale ?

Je pense que c'était une vocation depuis pas mal d'années, j'ai toujours voulu faire ça. J'ai passé une première fois le concours mais je l'avais raté parce que je ne l'avais pas forcément bien préparé. Puis j'ai décidé de retenter ma chance en faisant une année de scolarité qui m'a permis d'être affecté dans une première ville où j'ai géré le transfert des détenus entre le tribunal et la prison.

En quoi consiste votre métier aujourd'hui ?

Alors cela fait maintenant quelques années que j'ai été affecté dans un commissariat où j'ai fait des missions en tant que « police

secours » pendant deux ans. Mes missions sont diverses et variées et c'est vraiment là où l'on est dans le cœur du métier, ça peut aller d'un différend entre des automobilistes sur la route à malheureusement des violences conjugales. Aujourd'hui, j'ai décidé de changer et d'axer sur un métier de voie publique avec des missions « anti-délinquance » c'est-à-dire stupéfiants, cambriolages...

Qu'est-ce qui vous passionne le plus dans votre métier ?

Ce que j'aime dans ce métier, c'est que je me sens utile. Par exemple ça m'est déjà arrivé d'éviter le viol d'une personne et c'est quelque chose qui m'a beaucoup marqué. Porter secours à des personnes dans le besoin me passionne chaque jour.

Au contraire, qu'appréciez-vous le moins ?

Ce que j'aime un peu moins, c'est que parfois la justice ne suit pas, on interpelle des gens et les procédures sont tellement longues que malheureusement les personnes interpellées finissent souvent dehors. Donc forcément, ça nous arrive parfois de nous demander si la mission a été utile mais pour l'instant j'ai toujours cette foi et cette vocation en moi qui me motivent au quotidien.

Depuis quelques années, le sujet de la police nationale est au cœur de tous les débats.

Trouvez-vous que l'image de la police s'est dégradée ?

Je pense que l'apparition des gilets

jaunes n'a pas contribué à ce que les policiers aient une bonne image. Maintenant, dans la majorité des cas, pour des milliers d'interventions, il y a très peu de débordements. Il peut y en avoir, on est humain, on peut tous passer une mauvaise journée, avoir des problèmes et mal réagir. Je pense quand même que la majorité de la population soutient les forces de l'ordre. Les débordements de certains ne sont pas à l'image de notre métier et il est important de le préciser.

« J'ai foi en mon métier, c'est une vocation. »

Comment vivez-vous au quotidien l'agressivité de certaines personnes dans les rues ?

Je pense que depuis la Covid, les tensions se sont accrues auprès de toute la population. Certains perdent leur travail, d'autres se sentent privés de leur liberté mais dans la majorité des cas les gens respectent les réglementations bien qu'elles soient contraignantes. On peut souvent faire face à des situations compliquées où l'on reçoit différents projectiles ou encore des insultes. Mais le plus important est que nous travaillons en équipe et essayons toujours d'apaiser les choses pour que tout se passe bien.

Donc d'après vous, la pandémie a davantage favorisé les tensions actuelles ?

Oui forcément. Les gens sont moins patients cela fait maintenant plus d'un an que l'on est dans une période très compliquée où l'on jongle entre confinement et couvre-feu. Et même pour nous, en dehors de notre tenue de policier, nous subissons également cette situation. Donc oui, les tensions se sont accrues depuis la pandémie et tant qu'on ne s'en sera pas débarrassé, cela restera compliqué.

Est-ce que cela implique une charge de travail supplémentaire pour vous ?

Bien sûr, dans la mesure où nous devons faire respecter les règles sanitaires comme le couvre-feu

ou le port du masque. J'ai déjà rencontré des personnes qui n'estimaient pas bon de respecter les règles sanitaires actuelles et c'est parfois compliqué de leur faire comprendre les choses.

Pensez-vous être en sécurité en tant que policier aujourd'hui ?

En sécurité c'est un bien grand mot, j'estime que non je ne me sens pas toujours en sécurité au quotidien.

En dehors de mon métier, je ne fais pas part aux gens que je suis policier.

Quels sont vos moyens pour décompresser après une journée de travail difficile ?

Cela nous arrive de sortir boire un verre entre collègues pour décompresser d'une journée ou d'une situation difficile qu'on a pu rencontrer. Une fois que l'on retire la tenue, on se voit autrement, on parle de famille, de vacances, du quotidien de notre vie tout

simplement. Ces moments sont importants pour moi et pour mes collègues car notre métier peut être dur parfois.

Parlons actualité, quel avis portez-vous sur la loi nommée « sécurité globale » ?

Aujourd'hui les policiers n'ont pas le droit à l'image, certaines personnes prennent en photo des policiers afin de divulguer des informations personnelles sur les réseaux sociaux. Cela peut avoir des répercussions énormes sur nous et nos familles donc oui j'estime que cette loi est une bonne chose dans la mesure où elle nous permettra de protéger notre vie personnelle.

Qu'espérez-vous pour les mois à venir ?

J'espère que la situation sanitaire s'améliorera et que les tensions se seront apaisées car les forces de police sont fatiguées. En tout cas, je garde espoir et foi en mon métier et je reste optimiste.

YASMINE AMADDIOU



SOCIÉTÉ#01

LE FLÉAU DU HARCÈLEMENT DE RUE : COMMENT L'ARRÊTER ?

Que ce soit une altercation à caractère sexuel, une main aux fesses, des insultes sexistes ou des menaces, le harcèlement de rue se manifeste encore chaque jour. Alors que 100% des femmes utilisatrices de transports en commun se disent avoir été harcelées, encore 86% des personnes interrogées ne savent pas comment leur venir en aide selon l'IFOP.



8 femmes sur 10 disent avoir subi du harcèlement dans leur vie, selon l'IFOP.

Crédit : Laura Debois, avec Aurore Bouchy et Tom Kuntz.

« Je demande à voir Angela. » Cette phrase permet à chaque personne se sentant menacée par le harcèlement de rue d'être mise en sécurité. C'est la promesse de Marlène Schiappa, ex-secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les hommes et les femmes, faite en mai 2020, lors de l'annonce du plan « Angela ». Ce plan de protection des personnes en danger permet à toutes femmes ou hommes se sentant menacés par une personne la suivant ou l'insultant, de se réfugier dans un lieu dit « sûr ». En alliance avec l'ONU Femmes, le gouvernement souhaite augmenter au maximum le nombre de lieux sûrs sur la base du volontariat des établissements tels que les restaurants, bars, centre commerciaux, etc. Le procédé est simple, si vous êtes en situation de harcèlement de rue et qu'aucun policier n'est à votre portée, reconnaissez un établissement avec l'autocollant « Où est Angela » sur la porte, entrez et demandez à voir Angela. Vous serez alors mis en sécurité avec possibilité d'appeler les forces de l'ordre.

Une sensibilisation indispensable
Pour remédier à ce problème, certaines

personnes pensent qu'il faut sensibiliser davantage. « Former la jeunesse en expliquant la différence entre harceler et draguer, rétablir le respect mutuel, et apprendre qu'il ne faut pas user de la violence » seraient les clés pour un monde sans harcèlement dans la rue pour les Toulousains interrogés.

Venir en aide aux victimes et les mettre en sécurité

Ils estiment également que l'État pourrait mettre en place une amende contre le harcèlement de rue comme le font les autorités bruxelloises.

Apprendre à aider dans l'urgence

Un guide de secours contre le harcèlement de rue a notamment été réalisé par l'Antenne de Bordeaux pour adopter les bons gestes en cas de harcèlement de rue. Il est disponible gratuitement sur internet*. Que ce soit en cas de regards insistants ou d'agressions physiques, le guide de secours de Bordeaux propose deux solutions principales

pour venir en aide aux personnes harcelées. La première étant de prétendre connaître la personne, inventer un nom et se rapprocher d'elle comme si les deux personnes étaient amis pour l'emmener dans un lieu sûr. La deuxième solution est de distraire le harceleur en captivant son attention, lui demander la station de métro la plus proche, pour pouvoir ainsi permettre à la victime de partir sans être suivie.

Harceler n'est pas draguer

Le harcèlement sexuel de rue est difficilement identifiable et sanctionnable car il s'établit autour du principe de consentement, qui n'est aujourd'hui pas encore vraiment résolu. Marlène Schiappa avait exprimé lors d'une interview sur RTL que le harcèlement de rue se caractérise par « le fait d'imposer tout propos ou comportement, en raison du sexe, de l'orientation ou de l'identité sexuelle supposée ou réelle d'une personne, qui a pour objet ou pour effet de créer une situation intimidante, humiliante, dégradante ou offensante portant ainsi atteinte à la dignité de la personne. ».

TOM KUNTZ

*www.stopharcelement-derue.org

SOCIÉTÉ#01



Le personnel soignant pendant le confinement.

Crédit : droit réservé

UN SOUFFLE NOUVEAU POUR LES RETRAITÉS

Le 28 octobre 2020, le président Emmanuel Macron donne un nouveau souffle aux personnes qui résident en maison de retraite. Les EHPAD sont enfin autorisés à recevoir des visites de l'extérieur. Un soulagement pour les personnes âgées qui se sont vues coupées de tout contact avec l'extérieur. Une émotion qualifiée de pas comparable par le personnel soignant qui ont dû veiller à faire garder le moral à ces personnes.

Malgré tout, les restrictions sanitaires sont toujours au rendez-vous. Dans le but de préserver les personnes âgées et d'être le plus possible vigilant, le gouvernement impose un protocole à respecter. Le port du masque est évidemment obligatoire

comme dans tous les lieux public et clos à l'heure actuelle.

Le respect de la distanciation sociale est primordial et marqué d'une vitre de séparation pour préserver au plus possible les patients. L'échange d'objet ou de denrées avec les résidents est interdit. Et pour finir, le remplissage d'un registre avec toutes nos informations personnelles est obligatoire et a pour but d'être alerté en cas de Covid mais également il permet de signer une charte du respect des gestes barrières au sein de l'établissement. Une avancée qui donne le sourire à tous les acteurs, malgré des restrictions encore étouffantes. L'arrivée de la vaccination est venue soulager d'un côté mais aussi dé-tendre ces restrictions.

Petit à petit, de nombreux EHPAD sont autorisés à assouplir les visites. Si la vaccination a été effectuée, les visiteurs ont maintenant le droit à leur intimité avec leurs familles ou amis et ayant accès à la chambre du patient.

Évolution grâce à la vaccination

Plus de vitre, de temps à respecter, ou encore de registre. Seulement un masque. Les patients sont pour la plus part émus et heureux de pouvoir enfin sortir de cette « mort sociale ». À la suite du premier confinement annoncé au printemps 2020, les maisons de retraites se sont vues coupées de tout lien extérieur. Un choc pour ces personnes âgées, habituées à recevoir du monde. 720 000 personnes âgées n'ont eu aucun contact avec leur famille, des chiffres qui sont impressionnants. 650 000 n'ont eu comme seul contact le personnel soignant. Ces personnes placées dans des centres hospitaliers adaptés se sont retrouvés en état de « mort sociale », avec un cercle social (amical, familial...) à l'arrêt, le confinement a fait des ravages. Un moment plus que difficile pour ces personnes placées en maison de repos.

Aujourd'hui, ils reprennent un souffle nouveau. Des moments de joie que le personnel soignant français espère voir continuer.

LÉNA ALBERT



INCLUSIVE et ENGAGÉE
On vous accompagne dans tous vos déplacements
ENJEU DE MOBILITÉ



SOCIÉTÉ#01

MAINTENIR UN LIEN SOCIAL : LA LUTTE DES ÉTUDIANTS

« C'est dur d'avoir 20 ans en 2020 » a affirmé Emmanuel Macron. En effet, de nombreuses études prouvent que l'état psychologique d'un grand nombre d'étudiants français se dégrade.

Solitude, enfermement, confinements, couvre-feu ou encore cours à distance, les jeunes ont, aujourd'hui, de moins en moins de relations sociales et humaines. Cela a un fort impact sur leur santé mentale.

La Haute-Garonne compte 118 000 étudiants. Ces jeunes figurent aujourd'hui parmi les plus durement touchés par la crise de la Covid-19 qui bouleverse leurs aspirations et leurs ambitions pour l'avenir. Depuis plus d'un an, les endroits où les étudiants se retrouvaient après leurs cours, comme les bars, les restaurants ou les boîtes de nuit, sont fermés. Confinements, couvre-feu et cours en visioconférence ont affectés leur vie sociale. Selon une étude de la Fondation de France, 13% des jeunes entre 16 et 20 ans se sentent seuls depuis le début de la crise sanitaire. Pour lutter contre cet isolement, certains étudiants ont leurs astuces et certaines initiatives ont été mises en place.

Aurore et Tom, deux étudiants à l'ISCPA Toulouse suivent leurs cours en visioconférence depuis octobre 2020.



« Nous sommes enfermés dans un monde virtuel »

Depuis le 17 mars 2020, date du premier confinement, les étudiants suivent la majorité de leurs cours en visioconférence. Une nouvelle façon d'étudier à laquelle ils ont dû s'adapter. « De 8h à 18h je suis devant mon ordinateur, seule chez moi » témoigne Laura, 21 ans, étudiante en droit à Toulouse. Néanmoins, la jeune femme « ne veut pas se laisser abattre », elle sort se balader dès qu'elle a une pause dans la journée. « Nous sommes enfermés dans un monde virtuel. Le simple fait de voir des passants dans la rue, ça me fait du bien. » De plus, selon Pascale Carbonne, assistante sociale, « faire du sport dehors est un moyen de décompresser ». Elle explique qu'aller courir ou faire de la musculation dans son jardin est bénéfique pour les étudiants après une journée devant un écran.

La nécessité de garder un lien avec les universités

Malgré des cours en visioconférence inévitables, certaines universités toulousaines cherchent à garder un lien avec les étudiants. C'est le cas de l'université Paul-Sabatier. Élodie, étudiante en STAPS témoigne : « J'ai été appelée pour aider des coachs dans l'équipe de baseball de ma fac et je coache aussi des premières années, ce qui me

permet de sortir et voir du monde. » L'étudiante a aussi des entraînements deux fois par semaine sur les terrains de l'université

L'ISCPA, école de journalisme et de communication à Toulouse, cherche aussi à rester en contact avec les étudiants. « Heureusement, notre école a pu maintenir quelques cours en présentiel, ça fait du bien car on retrouve du lien social, je peux voir mes amis et penser à autre chose ! » affirme Axelle, 20 ans et étudiante en première année de journalisme.

Plusieurs universités ont aussi mis en place des aides psychologiques pour les étudiants. L'ISCPA a mis à disposition une psychologue, joignable tous les jours pour ceux qui en ont besoin. Cependant, dans certains établissements, la communication à ce sujet n'est pas bonne. « Dans mon université, il y a des affiches dans les amphis avec le numéro de plusieurs psychologues, mais rien d'autre », témoigne Paul, étudiant en science politique à Toulouse. « Ils devraient communiquer sur les réseaux sociaux, c'est là où sont tous les jeunes ». L'association Nightline qui propose une permanence d'écoute de nuit gérée par des étudiants a reçu 40% d'appels en plus au cours de ces derniers mois.

L'ÉTAT MENTAL DES ÉTUDIANTS EN QUELQUES CHIFFRES

Selon une étude du Centre national de ressources et de résilience auprès des universités françaises :

27,5 %

des étudiants ont déclaré un haut niveau d'anxiété après le premier confinement

24,7 %

un stress intense

22,4 %

une détresse importante

16,1 %

une dépression sévère

11,4 %

ont fait part d'idées suicidaires

La solidarité au cœur d'une crise

Pour lutter contre cet isolement et les conséquences psychologiques qu'il entraîne chez les jeunes, de nombreuses initiatives solidaires ont vu le jour. À Lyon, des étudiants ont la possibilité d'échanger par lettres avec des volontaires. Pour Bérénice, étudiante toulousaine, « ces échanges épistolaires sont une très bonne idée ». Pour elle, revenir aux « choses basiques » peut aider les étudiants seuls à créer de nouveaux liens et garder un contact avec l'extérieur. Les étudiants interrogés sont tous unanimes : cette initiative devrait voir le jour à Toulouse.

À Lille, ce sont des architectes qui viennent en aide aux étudiants isolés. En effet, un cabinet d'architecture en télétravail prête ses locaux et son matériel à des étudiants en quête d'espace ou de lien social. Ces jeunes ont alors accès à 500 m² de locaux, des télécopieurs, des salles de réunions, internet et également une cuisine où ils peuvent se retrouver pour manger tout en gardant la distanciation sociale. Victor Lasch, le dirigeant du cabinet, est aux petits soins : « Nos années étudiantes ne sont pas si lointaines. Nous, nous étions en groupe à l'école d'archi avec les copains-copines et les profs.

Aujourd'hui, ils suivent leurs cours seuls sur ordinateur. On imagine bien leur mal-être et leur isolement... Alors on s'est lancé. »

LAURA DUBOIS

SOCIÉTÉ#01

ÉTUDIANTS PRÉCAIRES, COMMENT LEUR VENIR EN AIDE ?

Depuis le début du Covid, de nombreux étudiants ont rencontré des problèmes financiers. Les « jobs étudiants » devenus rares à cause des restrictions dû à la pandémie, ces jeunes se retrouvent alors de plus en plus en difficulté.

De nombreux appels à l'aide ont été lancés sur les réseaux sociaux et ont été entendus. Que cela concerne la complexité de se nourrir, de payer ses factures, de pouvoir faire son plein... Élan de solidarité, mise en place d'accompagnement et des solutions déjà existantes, voilà ce qui peut aider chaque étudiant.

Le soutien du gouvernement

Dans le but de soutenir les étudiants, le gouvernement a annoncé plusieurs mesures.

Ils peuvent bénéficier de deux repas à 1 euro par jour grâce au Crous (Centre régionaux des oeuvres universitaires et scolaires). Un moyen de manger pour pas cher mais de façon variée.

De plus, le plan « 1 jeune 1 solution » a été lancé et a permis de créer de nouveaux emplois pour les jeunes. Leur permettant ainsi de retrouver un salaire.

Enfin des aides au niveau des bourses ont été insaturées. Réévaluation de celles-ci et donc possibilité d'avoir accès aux aides d'urgence pour ceux qui n'étaient pas boursiers avant la crise.

Les mouvements solidaires

Si le gouvernement a entendu la détresse des étudiants, il n'a pas été le seul. De nombreux posts sur les réseaux sociaux que l'on pourrait qualifier d'appel à l'aide ont éveillé la solidarité de beaucoup de personnes. Parmi eux, des restaurants baissant leur prix pour une cuisine abordable et équilibrée. C'est le cas du restaurant « Le Reflet » par exemple. Un menu à 1 euro seulement,

deux midis par semaine sur réservation. Beaucoup d'associations font également leur possible pour lutter contre cette précarité. Pour Les Restos du Coeur c'est une aide réservée aux étudiants qui leur permet de se composer un colis alimentaire. Des documents sont demandés pour prouver la nécessité à profiter de cette aide.

Dans le même genre, l'association Linkee a instauré des paniers ali-

mentaires dans le but d'aider tous les étudiants et pas seulement les boursiers.

Bons d'achats, paniers offerts, promotions... Les enseignes se mettent aussi à aider les étudiants. Chez Casino, une réduction de 10% sur les produits Casino a été mise en place. Du côté de Leclerc c'est un panier étudiant qui se prépare. Il devrait coûter environ deux euros.

MANON SOULIOL



SOCIÉTÉ#01

LA PRÉCARITÉ MENSTRUELLE : UN ENJEU NATIONAL

Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, a annoncé ce 23 février 2021 la gratuité des protections menstruelles pour les étudiantes.

« La précarité menstruelle est un enjeu collectif et une véritable question de dignité, de solidarité et de santé. Il est inacceptable qu'en 2021, on doive choisir entre se nourrir et pouvoir se protéger. » En s'exprimant de la sorte, Frédérique Vidal a levé un tabou sur cette précarité méconnue ou sous-estimée. Selon des études menées par des associations étudiantes (Fage, ANESF, Afep) la précarité menstruelle touche 1,7 millions de femmes en France. En cause, le coût élevé des protections périodiques. 13% des participantes au sondage déclarent avoir déjà eu à choisir entre des protections ou un autre produit de première nécessité, et 33% disent avoir besoin d'aide pour se les procurer. « Il m'est arrivée de ne pas aller en cours, n'ayant pas les moyens de me protéger », confie Alice, étudiante à Toulouse. « J'ai déjà dû demander à des amies si elles pouvaient m'en passer, c'est toujours gênant comme situation » témoigne Manon, étudiante également.

Les solutions mises en place pour lutter contre cette précarité

Fin 2020, le gouvernement a annoncé une aide de 5 millions d'euros pour améliorer le quotidien des femmes qui souffrent de précarité menstruelle : celles en instabilité financière, celles incarcérées ainsi que les



1,7 million de femmes manquent de protections périodiques en France.

élèves des collèges et des lycées en zone d'éducation prioritaire sont ciblées en priorité. Début 2021 un nouveau pas a été franchi avec la gratuité des protections toute l'année. Dès la rentrée de septembre 2021 des distributeurs de protections seront placés sur l'ensemble des campus universitaires. Par ailleurs, de nouvelles protections périodiques sont commercialisées et commencent à se faire connaître : les protections réutilisables. Plus chères mais d'une durée de vie plus importante. De nombreuses femmes ont choisi cette solution alternative en pensant non seulement à leur bien-être mais aussi et surtout à la planète.

MADÉLINE VERNEUIL
LOANN LE SAINT

L'accompagnement pour tous !

- Gestion du stress
- Réussite
- Confiance en soi
- Equilibre

COACH2SENS

SOCIÉTÉ#01

“LES HANDICAPÉS MENTAUX, OUBLIÉS DES TRANSPORTS”

Il y a 16 ans, le 11 février 2005, la loi pour le handicap dans les transports était votée à l'Assemblée nationale. Cette loi comporte notamment des mesures d'aménagement des espaces publics y compris pour les handicapés mentaux. Mais selon l'éducateur spécialisé Thierry Demarton, les handicapés mentaux restent les grands oubliés des transports en commun.

Dans les transports en commun les principaux obstacles rencontrés par les handicapés mentaux ne sont pas les mêmes que ceux rencontrés par les handicapés moteurs. Tout au long de leurs voyages ces personnes rencontrent des difficultés souvent liées à des problèmes de compréhension et d'appréhension de l'environnement...

« Anxiété et comportements de détresse »

« Ces difficultés peuvent se traduire par de l'anxiété et des comportements de détresse notamment face aux mouvements de foule précise Thierry Demarton éducateur spécialisé gersois. C'est pour cela que les aménagements pour les personnes handicapées mentales ne correspondent pas toujours à ceux destinés aux handicapés moteurs »

Des solutions pour une mobilité simplifiée

Les personnes handicapées sont souvent amenées à contacter des accompagnateurs comme Thierry. Il reste presque impossible de concevoir un voyage sans la présence d'une personne spécialisée aux côtés des personnes en difficulté. C'est pour cela que Ile-de-France Mobilités a voté le 9 décembre 2020 une mesure améliorant les conditions de transport des personnes à mobilité réduite. Désormais le voyage de leurs accompagnateurs sera gratuit ou à demi-tarif. Une harmonisation des tarifs pour les voyageurs handicapés a également été mise en place sur son réseau de bus, métro, train, tram. Mais pour Thierry Demarton ces solutions ne sont pas toujours adaptées « Les gares manquent cruellement de personnel... Le travail d'accompagnateur s'arrête sur le quai à l'entrée du train, parfois nous nous retrouvons au pied du mur parce que aucun spécialiste ne peut être mobilisé pour le trajet. » insiste Thierry Demarton.

Selon l'éducateur gersois, la signalisation par le dessin ainsi que les systèmes de pictogrammes sont indispensables dans chaque gare. Cela empêcherait les annonces sonores souvent perçues comme trop agressives par les personnes souffrant d'un handicap mental.

Par exemple depuis novembre 2017 toutes les stations du métro toulousain sont équipées de pictogrammes



Emmarchement dédié aux handicapés moteur / Métro Vieux Lyon

Crédit : Sacha ROUX

accompagnant le nom de chacune des stations de métro. Ces solutions pour faciliter la mobilité des handicapés mentaux restent difficiles à appliquer. Une gare sans annonce sonore ou sans attroupement de personnes reste presque inimaginable.

Concilier inclusion sociale et aménagements spécifiques c'est possible ?

Des organismes de voyage tels que Glob Tour programmant des vacances et des voyages réservés aux handicapés mentaux permettent de faire voyager ces personnes dans des conditions optimales pour leur bien-être. Des créneaux réservés aux personnes en difficulté ou encore de la signalisation visuelle colorée sont prévus afin que le voyage puisse se faire sereinement. Malheureusement ces organismes ne favorisent en rien l'inclusion et une même question reste en suspens : Concilier inclusion sociale et aménagements spécifiques est-il possible ?

PORTRAIT#02



Amina Alaoui, en 1980.

LE RÊVE FRANÇAIS D'AMINA

Le rêve américain est bien répandu chez nous, Européens. Au Maghreb, on l'appelle le rêve français : la tour Eiffel, la liberté, l'argent. L'utopie qui vous pousse à tout abandonner. Comme elle, et beaucoup d'autres...

Pour sa famille, Amina Alaoui est prête à tout. Issue d'une famille nombreuse ayant pour seul revenu le salaire d'un père fatigué, elle a grandi, en 1970, dans un quartier populaire, pour ne pas dire pauvre, entourée de villas et de maisons de luxe, submergée par la rage et l'envie. Amina a 12 ans quand elle rencontre au collège madame Chirar, une française qui est venue s'installer à Fes afin d'y exercer son métier : professeur de français. Amina est admirative. Elle aime tout ce qui est français : les films, les magazines, la mode, la langue et les hommes. Avec Madame Chirar, elle était première de sa classe. Elle voulait être remarquée par « la dame française », être sa préférée. Une admiration d'égal à égal. La professeure ramenait parfois sa fille avec elle le mercredi après-midi, et c'est à côté d'Amina que Madame Chirar l'installait. Quelle fierté pour la collégienne. A l'époque, le baccalauréat était une condition pour obtenir un Visa et partir en France. À peine le diplôme en poche, la voilà déjà en route vers « Le Parisien Dream ». « Je veux être celle qui va sauver tout le monde. » Amina a 20 ans, et après trois jours d'autocar, elle pose enfin un pied dans l'hexagone, à la gare routière de Porte de la Villette, à Paris. Le soleil se couche et les voyageurs se dispersent. Elle attend sur le trottoir, seule, avec sa petite valise. Dès le premier soir, Amina est déçue et choquée par les habitations parisiennes qui ne ressemblaient guère aux appartements haussmanniens qu'elle avait pu apercevoir dans les films. Elle reste néanmoins déterminée à découvrir cette France qui l'a tant fait rêver, mais les obstacles seront nombreux : le jour des inscriptions à la Sorbonne, elle va se rendre compte que le Visa de deux mois qu'elle avait réussi à obtenir est déjà expiré : la faculté refuse

« Je veux être celle qui sauve tout le monde. »

de l'inscrire. Il fallait qu'elle retourne au Maroc afin de renouveler son titre de séjour : hors de question.

« Je préfère la clandestinité en France que pas de France. » Ambitueuse et fière, il est impossible pour elle de retourner dans son pays bredouille après tous les sacrifices que sa famille a fait pour qu'elle puisse partir. En octobre 1988, elle se met à garder un petit garçon « au black ». Elle est nourrie, logée, blanchie. Elle se balade de famille en famille et envoie de l'argent à sa famille, en attendant une vie meilleure. « À l'époque ça ne choquait personne, beaucoup de jeunes filles venaient clandestinement du Maghreb pour se sauver. » Pendant 10 ans, Paris l'a prise : l'angoisse, la solitude et la nostalgie. C'est la boule au ventre qu'elle évitait de se faire prendre. En 1997, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, propose une loi selon laquelle au bout de dix années sur le territoire français, un immigré pouvait être régularisé sous conditions : prouver sa présence sur le territoire français, avoir un logement et un travail. Pour arriver à ses fins, Amina ne s'arrêterait devant rien. De nombreux aller-retour à la banque, des appels téléphoniques vers les hôpitaux qu'elle a pu fréquenter. Toutes ces démarches pour obtenir des documents qui prouveraient sa présence en France de 88 à 98. Elle obtient ses papiers en mai 1998. En juillet, elle est rentrée à Fès, chez elle. Elle a retrouvé et gâté ses proches. Elle revient le cœur meurtri de cette longue attente mais le sourire aux lèvres de cette victoire. « Je n'existais même pas, ni ici, ni chez moi. » Française, aujourd'hui, Amina, a réussi sa vie. Sans regrets, c'est en France qu'elle vit.

SANTÉ #03

LE RECYCLAGE HOSPITALIER SE DÉMOCRATISE



Entrée de l'hôpital Pierre-Paul-Riquet de Toulouse

Crédit : Alexandra Frenkel

Dans un monde où la question de l'écologie prend de plus en plus de place, aucun secteur de travail ne peut y échapper. C'est notamment le cas du milieu hospitalier où de nombreux professionnels de la santé mettent en place des solutions afin de recycler au mieux les matériaux à usage unique.

L'un des points centraux de l'écologie est le recyclage. Il constitue une manière simple mais efficace de lutter contre le gaspillage et les déchets. Cela permet d'économiser les ressources naturelles en réutilisant la matière existante, évitant ainsi le gaspillage. La France est classée comme un des pays les plus respectueux de l'environnement. Les nombreux Grenelle de l'environnement cette dernière décennie en sont un exemple. La santé est un des secteurs qui mérite le plus d'attention sur l'écologie. Il est donc essentiel qu'une politique écologique y soit appliquée. Longtemps en difficulté sur ce sujet, les hôpitaux se sont largement améliorés ces dernières années. Même s'il reste encore une grande marge de progression, les établissements de santé tendent à se classer comme un des secteurs les plus propres de France.

Un défi prit à bras le corps

Les hôpitaux produisent actuellement 700 000 tonnes de déchets par an ce qui représente 3,5 % de la production nationale. Même si ce chiffre reste important, il reste tout de même encourageant car on constate une nette baisse depuis le début de la décennie. Cette diminution a été possible grâce à une évolution des lois qui ont voulu accentuer le recyclage dans le milieu hos-

pitalier. C'est le cas par exemple du décret « tertiaire » de la loi Elan mise en vigueur depuis novembre 2018. Celle-ci impose aux établissements de santé de plus de 1000 m² une réduction de leur consommation d'énergie de 40 % d'ici à 2030.

De plus, depuis la loi Grenelle, tous les 4 ans, les établissements de santé sont tenus de faire des audits énergétiques qui traitent du bilan d'émission de gaz à effet de serre ou d'une diminution de l'empreinte carbone des hôpitaux. Ceux-ci ont permis de nombreuses mesures comme notamment la réduction des déchets plastiques à hauteur de 50 % sous 2 ans, la création d'une plateforme de compostage et la diminution de la quantité de déchets consommables (papiers, emballages ...)

Des initiatives de plus en plus nombreuses

En plus des multiples lois mises en place, certains établissements de santé n'ont pas attendu pour agir. C'est par exemple le cas du centre SSR MGEN La Ménau-dièrre à Chissay-en-Touraine. Cet établissement a supprimé les bonbonnes d'eau pour les remplacer par des fontaines branchées sur un réseau d'eau potable. Cette initiative leur permet d'éviter d'utiliser 455 bonbonnes de 19 litres par an.



Crédit : Alexandra Frenkel

Masque au sol à Toulouse

LES OBSTACLES AU RECYCLAGE DES MASQUES

Simon Barrau et Nil Ferrani

Suite à la crise sanitaire, en 2020 en France : entre 6,8 et 13,7 milliards de masques à usage unique auraient été utilisés selon l'Agence pour la diffusion de l'information technologique (ADIT) d'après la mission flash commandée par les députés Danielle Brulebois et Gérard Leseul. Pourquoi recycler tous ces masques est-il difficile ? Les masques à usage unique, bien que nous protégeant, sont sources de pollution. Que ce soit leur fabrication ou leur transport, leur empreinte carbone est de plus en plus importante en ces temps de crise sanitaire. C'est pourquoi leur recyclage est nécessaire afin de limiter leur effet sur l'environnement. Pour autant, une infime partie de ces masques est recyclée dans l'Hexagone.

Les difficultés de la collecte

Le principal obstacle à leur recyclage est, selon l'entreprise Solution Recyclage, le manque de point de collecte de masques usagés. Ils ne peuvent, en effet, être jetés dans la poubelle jaune ; une collecte spécifique est nécessaire. Des entreprises comme Limon Tri ou Solution Recyclage recyclent les masques mais ne sont pas chargées de leur collecte. De plus, nombre

d'installations de tri actuelles sont inadaptées au recyclage des masques.

Les risques infectieux de contamination lors du recyclage sont également des freins au tri des masques. Le virus reste, en effet, viable pendant sept jours, d'après une étude du Haut Conseil de la santé publique (HCSP). Il pourrait alors contaminer les agents chargés du tri et de la collecte.

LE CHIFFRE

30 %

des déchets de l'hôpital
soit 40 tonnes par mois

C'est ce que représente la pollution du bloc opératoire dans un établissement de santé. Selon la docteure Charlotte Martin, anesthésiste-réanimatrice au service neurochirurgie du CHU Pierre-Paul-Riquet de Toulouse.

Des Freins économiques

Le coût économique du recyclage des masques est très peu incitatif : 19 000 euros la tonne de masques. À titre de comparaison, la tonne de plastique coûte 442 euros à recycler.

Enfin le business à long terme du recyclage des masques s'avère peu lucratif pour les entreprises de recyclage. L'amélioration de la situation sanitaire devrait conduire à une baisse de l'utilisation des masques et donc à aux besoins de les recycler. Cette incertitude n'incite pas à un investissement massif dans le recyclage des masques.

Aujourd'hui, le moyen le plus efficace pour lutter contre la pollution des masques est encore de porter des masques en tissu réutilisables.

ALEXANDRA FRENKEL



Ensemble
pour vaincre la mucoviscidose

Ils ont besoin de vous
pour just'y croire

Pour plus d'informations
www.justycroire.fr



Just'y croire
Ensemble pour vaincre la mucoviscidose



CONSOMMATION#04

MONTAGNE : CES PRATIQUES EN PLEIN ESSOR

I GWENDAL THORAVAL

Avec la pandémie qui a fortement touché le domaine du tourisme, les stations de ski ont dû se réinventer et mettre en avant d'autres activités parfois inconnues mais souvent adoptées par les nouveaux pratiquants. La fermeture des remontées mécaniques est-elle un mal pour un bien pour ces pratiques souvent délaissées au détriment de l'activité phare : le ski alpin. Mais alors, quelles sont ces activités qui devraient, à l'avenir, se démocratiser dans toutes nos stations de ski française ? Focus sur 8 activités qui font la part belle au ski alpin.

Les raquettes :

déjà répandues en temps normal, les balades/ randonnées en raquette ont explosé durant cette période. A tel point que plusieurs loueurs ont dû faire face à des pénuries de matériel. Si cette pratique est à ce point plébiscitée, c'est parce qu'elle est accessible à tous et praticable dans toutes les stations

La luge :

sur piste ou sur rail, la luge séduit de plus en plus. Traditionnellement réservée aux enfants, elle a su séduire les parents. Accessible à tous, elle est l'assurance de passé de bons moments. Financièrement accessible, entre 5 et 40€ pour le prix d'une luge. Il est également possible de pratiquer la luge d'été ou luge sur rail comme à Hautacam, dans le département des Hautes-Pyrénées.

Le ski de fond/biathlon :

contrairement à son cousin alpin, le ski de fond se pratique sur des pistes relativement plates et donc ne nécessite pas de remontée mécanique. Grâce à ses biathlètes stars comme Martin Fourcade, le ski de fond est en plein essor en France. Cette pratique requiert plus d'endurance que le ski alpin mais peut s'effectuer à un rythme de marche. Comme les raquettes, le ski de fond permet des balades bucoliques dans les forêts enneigées.

Vélo de montagne :

pour ceux qui préfèrent pédaler plutôt que marcher ou glisser, le vélo fait parti des best-sellers dans les stations de ski. Augmentation de 60% dans la station de Peyragudes. Et encore plus pendant cette période Covid où les loueurs voient affluer en masse les adeptes de « La Petite Reine ». Si les VTT basiques sont évidemment utilisés en nombre sur les sentiers déjà tracés, on note un véritable engouement pour des vélos d'un autre genre : les « Fat Bike ». Ces vélos ont un cadre de VTT basique mais ils ont une assistance électrique et de très gros pneus sous-gonflés afin de pouvoir avancer plus facilement dans la neige.



3 QUESTIONS À AKIM BOUFAÏD : DIRECTEUR DE LA STATION SAINT-LARY

Quel est l'impact économique de la fermeture de la station ?

Il faut savoir que les domaines skiables dans toutes les Pyrénées représentent 10 000 emplois directs, c'est à peu près 20% du chiffre d'affaires soit environ vingt millions d'euros sur l'ensemble des stations pyrénéennes. Ça a un impact colossal sur l'économie directe des vallées et surtout pour les entreprises qui gèrent les remontées mécaniques et qui sont sur un équilibre très fragile.

Des aides ont été mises en place pour contrer la fermeture des remontées mécaniques, sont-elles satisfaisantes pour vous ?

Effectivement, il y a plusieurs niveaux d'aides. Tout d'abord, la prise en charge par l'activité partielle de notre personnel. Il y a également des mesures de compensation sur notre chiffre d'affaires mais on reste inquiets. Mais nous ne voulons pas d'aides, nous voulons travailler. Même s'il est déjà trop tard,

on avait l'espoir d'une réouverture étant donné qu'on a beaucoup travaillé sur des protocoles sanitaires que l'on a présenté à une commission interministérielle. On était prêt à accueillir des vacanciers en nombre et en préservant la sécurité sanitaire.

Quelles activités avez-vous mis en place pour faire face à la fermeture des remontées mécaniques ?

Beaucoup de pratiques restent autorisées dans les stations de montagnes. On peut faire de la raquette, du ski de randonnée ou de fond, de la luge, on peut s'amuser en montagne sans problème. En plus beaucoup de nos touristes ont conservé leurs réservations : même si le taux d'annulation sur Saint-Lary est de 40%, on a quand même 60% (un peu plus de 10 000 touristes) qui sont venus et qui ont eu besoin d'un vrai bol d'air frais. On a également mis en place dans le village avec l'office du tourisme des spectacles et concerts de rue.

Ski Joering :

venant tout droit de Norvège, cette pratique scandinave allie le ski et le cheval. En effet, semblable au ski nautique vous êtes ici tiré par un cheval. À l'origine sport extrême qui allie vitesse, slalom et sauts ; le ski Joering ou ski équestre se démocratise aujourd'hui comme une activité de loisir originale.

Escalade sur cascade gelée :

autre activité tout aussi originale, l'escalade sur cascade gelée s'effectue sur des chutes d'eaux naturelles ou créées artificiellement. Comme un mur d'escalade normal, elles se gravissent de bas en haut et la descente s'effectue en rappel. Que vous soyez expert ou novice, la pratique est évidemment encadrée par un professionnel.

Chiens de traîneaux :

encore une activité pour les amoureux des animaux. En plus, pour celle-là vous vous laissez tirer sans aucun effort. Les balades en chiens de traîneaux combinent le calme d'une promenade en forêt et l'adrénaline de la vitesse et du vent sur votre visage. L'adrénaline de la vitesse et du vent sur votre visage. Ensuite, rien ne vous empêche de rester dans l'élevage canin pour admirer les chiens.

Le Yukigassen :

cette activité est une religion au Japon. Cette confrontation se déroule entre deux équipes de 7 joueurs et sur 3 manches de 3 minutes. Chaque équipe est dotée de 90 boules de neiges, pour éliminer des adversaires et gagner, il faut les toucher ou attraper le drapeau adverse. Ce jeu s'est grandement développé en France avec la pandémie, notamment dans la station de Nistos dans les Hautes-Pyrénées où il séduit aussi bien les petits que les grands.



CONSUMMATION#04

COMMENT LA SECONDE MAIN AFFRONTE LA "FAST FASHION"

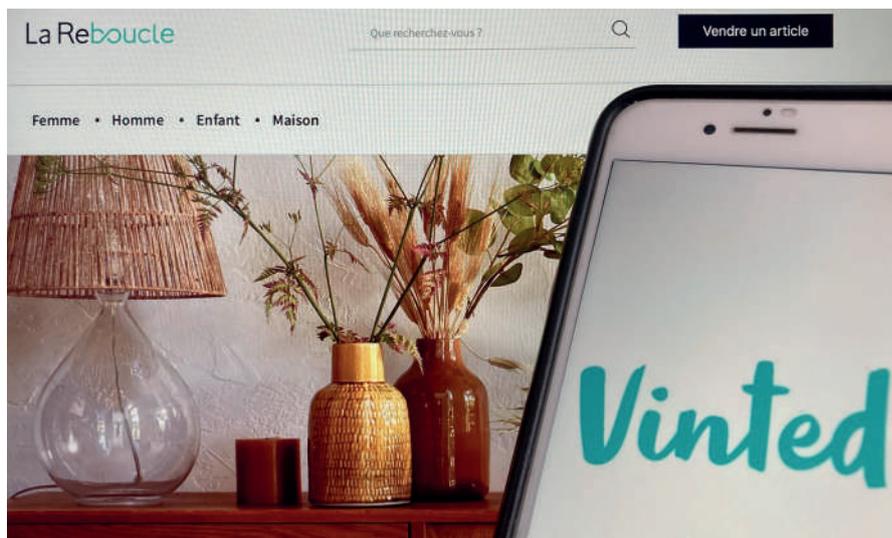
Selon une étude réalisée en octobre 2019, par le Boston Consulting Group pour Vestiaire Collective, le marché de la seconde main devrait atteindre un chiffre d'affaires de 44 millions de dollars d'ici 2028 grâce à ses 12% de croissance annuel depuis 2012. Preuve que le vintage est officiellement en passe d'écraser la fast fashion.

Apparue en France avec les friperies, au XIXe siècle, la seconde main se modernise. Depuis les années 2010, des applications mobiles spécialisées ont émergé et suscitent aujourd'hui un réel intérêt de la part des utilisateurs. Parmi elles, Vestiaire Collective, United Wardrobe ou encore Vinted, le leader du marché avec ses 12,5 millions d'utilisateurs français, dont 1,5 million quotidiens.

Les millenials, «victimes de la mode»

Les 18-24 ans sont généralement considérés comme cible principale de la «fast fashion», car population à petit budget et plus à même de succomber aux dernières tendances. Mais, ils représentent 33% des acheteurs de seconde main. Ils passent par ces applications pour diverses raisons. Que ce soit pour trouver des pièces uniques, privilégier des marques uniquement vendues à l'étranger, acheter des pièces moins chères qu'en magasin ou bien encore arrondir leurs fins de mois. C'est notamment le cas de Maïssara, étudiante et utilisatrice de Vinted depuis maintenant 3 ans. Elle y achète et vend également les pièces qu'elle ne désire plus « voir encombrer ses placards ». Elle nous avoue que l'application lui procure un revenu non négligeable pour sa situation d'étudiante.

Le boom que connaît le secteur de la seconde main s'explique en partie par le désir grandissant de consommer plus éthiquement et durablement.



En 2019, 1 Français sur 3 avait acheté un produit d'occasion et la tendance s'est accélérée avec le covid.

Faire le choix de la seconde main pour une conscience écoresponsable

Le principe même de la seconde main permet de ralentir le fléau écologique qu'est celui de la mode. D'après le site spécialisé « Minuit sur Terre », 100 milliards de vêtements seraient vendus chaque année dans le monde. Pour leur production, 1,2 milliard de tonnes de gaz à effet de serre seraient émis, soit 2% des émissions totales mondiales et l'eau utilisée corres-

pondrait à 40% de l'eau potable utilisée dans le monde. La mode est la deuxième source de pollution derrière l'industrie du pétrole. Participer au système de mode circulaire proposée par le secteur de l'occasion représenterait donc une étape clé vers une transition «green» dans le secteur du prêt-à-porter. Cependant, pour que cette transition soit réussie, reste aux grands groupes à suivre le mouvement.

NINON GIRAUD

LA FOLLE HISTOIRE DE VINTED

Vinted c'est avant tout un constat. Celui de Milda Mtkute, co-fondatrice de la plateforme. Lors de son premier déménagement, elle se retrouve face à une immense garde-robe débordant de toute part, mais seulement trop peu de solutions pour vendre ses vêtements facilement et rapidement. L'idée de créer sa plateforme émergera petit à petit. En 2008, elle s'allie à Justas Janaukas, développeur de la plateforme : Vinted est né ! Le petit nouveau de la vente en ligne va très vite susciter l'intérêt des médias. Après une baisse de régime en 2016, l'actuel PDG Thomas Plantega fait le choix de supprimer les frais de commissions, une façon de faciliter davantage les transactions entre particuliers. En 2019, la plateforme estime que 70% des nouveaux utilisateurs n'avaient jamais acheté de mode d'occasion auparavant. Pour Natasha Blanchard, responsable communication, « on ne peut pas parler ici d'une simple tendance. Le marché de la seconde main s'inscrit dans le temps et attire de plus en plus de nouveaux consommateurs ».

CONSUMATION#04

LES VÉLOS ÉLECTRIQUES : VRAIMENT ÉCOLO ?



Vélo électrique avec batterie sur le cadran.

Selon une étude Futurosoft, 30 % des futurs acheteurs de vélo souhaitent passer à l'électrique, jugé pratique représentant une alternative aux transports en commun et aux véhicules à essence. Pourtant leur batterie contient de nombreux composés polluants. Le vélo à assistance électrique est-il vraiment écologique ? État des lieux.

Une empreinte carbone réduite

Les VAE restent un bon moyen de réduire les gaz à effets de serre, car ils n'émettent pas de dioxyde de carbone (CO₂). « C'est un bon compromis entre véhicule motorisé et respect de l'environnement », confirme un vendeur d'un célèbre magasin de sport. Contrairement aux voitures, les vélos électriques contribuent par ailleurs à la réduction des nuisances sonores. Leur utilisation à grande échelle permet également la diminution des nuages de pollution au-dessus des zones urbaines.

Mais des composants de batterie polluants

Les batteries qui approvisionnent les VAE en électricité sont constituées de produits dangereux. « Le problème le plus important que peuvent poser les accumulateurs électriques est la surchauffe qui peut mener à l'explosion de la batterie » confie un vendeur de vélo électrique. De plus, la durée de vie des batteries est limitée (environ 5 ans d'après le site « Energuides »). Le chargement de la batterie implique une importante production d'électricité. Enfin, les composants principaux des batteries électriques sont le lithium et le plomb, deux composants dont l'extraction et le recyclage sont nocifs pour l'environnement.

Le recyclage : une solution ?

Certaines parties des VAE comme le guidon ou les roues sont facilement recyclables. Ils peuvent eux même être issus du recyclage. C'est un argument que nombre de fabricants vantent pour vendre leurs produits. Environ 90% des batteries électriques au plomb en fin de vie sont recyclées. Les 10% restants sont abandonnés dans la nature et sont sources de pollution. Cependant, seulement 10% des batteries au lithium sont recyclées d'après le site de l'entreprise « Le vélo électrique ». Pour recycler les batteries, la collecte est nécessaire (décharges municipales, vendeurs...). Ensuite, il faut procéder à la séparation des composants de la batterie. Ce procédé, étant complexe, se fait principalement à la main et est donc long et fastidieux. Ne serait-il pas plus écologique de garder nos bons vieux vélos ?

ALEXANDRA FRENKEL

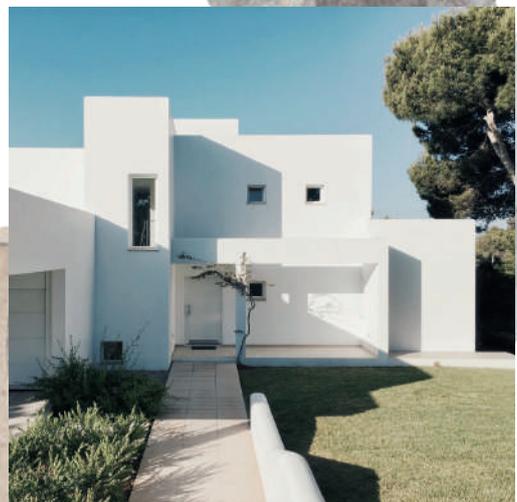
DESIGNY

ARCHITECTE / DESIGNER

CONCRÉTISER VOS PROJETS,
NOTRE PRIORITÉ !

 DESIGNYARCHI

 CONTACT@DESIGNY.FR



ENVIRONNEMENT #05

ABATTOIRS AMBULANTS EN FRANCE, UNE RÉVOLUTION ?



Crédit : Emilie Jeannin @Hälsinggestintan

Originaire de Suède, le camion d'abattage français sera quelque peu différent : la chaîne sera par exemple adaptée au gabarit des races françaises. Il répondra bien entendu à toutes les normes sanitaires imposées dans un abattoir classique.

Depuis plusieurs années, les Français se sentent concernés par la question de la souffrance des animaux. On estime que plus de 80% d'entre eux souhaiteraient que les animaux d'élevage soient tués dans de meilleures conditions. En Suède, un éleveur a mis en place ce que l'on appelle un abattoir ambulancier. C'est un camion qui se déplace de fermes en fermes afin d'étourdir, de tuer et de découper les animaux destinés à la consommation. Ce projet pourrait bientôt se concrétiser en France, à la demande de plusieurs éleveurs et associations.

« En France, 500 animaux sont tués chaque seconde, 5.000 toutes les dix secondes », indique Olivier Gramain, coordinateur du réseau de bénévoles de l'association L214. L'AFAAD (L'Association en Faveur de l'Abattage des Animaux dans la Dignité) se bat depuis sa création en 2015 pour que les animaux d'élevage soient tués dans des conditions plus respectueuses. Les bénévoles de l'association travaillent avec tous ceux qui souhaitent voir les conditions d'abattage progresser et évoluer. Aller vers une meilleure prise en charge du stress, de la peur et de la souffrance animale. Selon Caroline Brousseau, présidente de l'AFAAD, les abattoirs mobiles ou

ambulants permettraient l'absence de transport (et donc moins de stress chez l'animal), une mise à mort sur le lieu de vie (les bêtes seraient donc sereines car elles connaîtraient très bien le lieu) et un accompagnement des éleveurs qui n'ont aujourd'hui aucun droit de regard sur la mise à mort de leurs bêtes. La présidente de l'association est convaincue que certains projets vont aboutir, dont deux plus particulièrement : Le Bœuf Ethique porté par Emilie Jeannin éleveuse de bovins à Beurizot, en Côte-d'Or et le projet AALVie porté par un collectif de 150 éleveurs en Loire Atlantique.

Qu'en pensent les éleveurs ?

La majorité d'entre eux y sont très

favorables. Selon un sondage réalisé par Webagri en 2017, plus de la moitié des éleveurs se dit favorable à l'abattage à la ferme. On ressent un grand besoin de reprendre la main sur cette étape de la fin de vie de leurs animaux. Beaucoup d'entre eux ont été profondément révoltés et indignés des images diffusées par L214. Il y a une vraie défiance des éleveurs vis à vis des abattoirs et un profond désir d'un bon nombre d'entre eux de savoir enfin ce qu'il s'y passe. La preuve en est que tous les projets d'abattoirs mobiles sont portés par des éleveurs et que ces derniers portent même des projets de reprise d'abattoirs. L'une des porte-parole de ce mouvement en France s'appelle Emilie Jeannin.

Alors c'est pour quand ?

L'Etat français semble intéressé par ce projet qui vient tout droit des pays nordiques. L'expérimentation de ce nouveau type d'abattoir est en cours depuis 2017 après un vote à l'Assemblée nationale. Les associations, les élus et les éleveurs, semblent être d'accord pour que les abattoirs ambulants voient le jour concrètement dans notre pays. Avec les Français qui se sentent de plus en plus concernés par le bien-être animal, les abattoirs ambulants semblent apparaître comme une vraie alternative. Plusieurs vétérinaires dénoncent les conditions de transport des animaux. Avec moins de souffrance pour les animaux, moins d'inquiétude

pour les éleveurs, le projet d'Emilie Jeannin devrait se concrétiser dans les prochains mois.

Ce qu'il faut savoir sur le système actuel

1. Les abattoirs de proximité sont aujourd'hui trop peu nombreux et extrêmement mal répartis géographiquement : 250 abattoirs en France à ce jour contre 3500 en Allemagne.
2. Le système actuel ne permet pas à l'éleveur de choisir le lieu où seront abattus ses animaux, ni dans quelles conditions. Les éleveurs vendent à des maquignons, des coopératives ou sur des marchés en vif. Lors de la vente, les acheteurs ne

sont pas, dans la plupart des cas, en mesure d'annoncer dans quel abattoir seront abattus les animaux.

3. La rémunération des éleveurs dépend des cotations nationales en fonction de la race et de l'âge de l'animal et de sa conformation. Or, les cours pratiqués, et les prix payés aux éleveurs depuis de nombreuses années ne permettent pas de couvrir leurs coûts de production. Beaucoup d'éleveurs réduisent leur cheptel (3e année de décapitalisation massive des élevages ; arrêts d'activité ; suicides).

AXELLE CLERC-PELLEGATTA

ÉMILIE JEANNIN, L'ÉLEVEUSE QUI VOULAIT RÉDUIRE LA SOUFFRANCE ANIMALE



Après des études agricoles, puis commerciales et enfin en psychologie, Emilie Jeannin a pris la tête de la ferme familiale située à Beurizot dans la Côte d'Or, en Bourgogne-Franche-Comté, à 26 ans en 2006, à la suite d'un accident qui a plongé son père dans le coma. Cette installation dans un contexte particulier, a été l'occasion de mettre en pratique des choix éthiques et moraux : mode d'élevage sans antibiotiques, sans produits chimiques, sans vaccins, sans OGM, mais en instaurant une véritable relation avec les animaux, avec passion, patience

et amour. Depuis 14 ans maintenant, Emilie Jeannin et son frère Brian élèvent 240 bovins charolais sur une surface globale de 260 hectares, à la ferme de Lignièrès dans la commune de Beurizot. En 1996, leur père Christian, avait lancé la boucherie à la ferme en aménageant un local de découpe et de vente directe sur l'exploitation.

« Notre travail d'éleveur peut être saccagé par le transport et l'abattage »

Depuis leur installation, le frère et la sœur poursuivent ce travail. La réputation de leurs viandes

et leur démarche les ont rapidement poussés à réfléchir aux conditions d'abattage de leurs animaux. C'est ainsi qu'ils rencontrent le réalisateur-producteur Franck Ribiere, auteur du film documentaire « Steak (R)evolution » (à la recherche du meilleur steak du monde). En 2016, ils visitent ensemble l'abattoir mobile de l'entreprise suédoise Hälsingstintan. Convaincue que cette solution était prometteuse pour le bien-être des animaux, la dignité des éleveurs et la qualité de la viande, Emilie a mis tout en œuvre pour préparer la mise en place de ce type d'abattoir en France. Elle peut aujourd'hui compter sur le soutien de plusieurs centaines d'éleveurs à travers la France, de nombreux professionnels du métier, de particuliers et d'associations qui œuvrent pour le bien-être animal. Un comité de soutien au projet « Le boeuf éthique », s'est constitué sur les réseaux sociaux. Après plusieurs années de combat, le projet d'Emilie pourrait enfin voir le jour en France puisque le 23 décembre 2020, la commande officielle d'un abattoir mobile a été passée avec l'aide du gouvernement français.

ENVIRONNEMENT#05

LA PRATIQUE DU NO-KILL, UN MOYEN DE CONSERVER LES ÉCOSYSTÈMES

La pratique de la pêche a énormément évolué ces dernières années. Une nouvelle technique est apparue au début des années 1990 en France : le No-kill.

Exportée tout droit des États-Unis, elle a rapidement séduit un bon nombre de pêcheurs français. Néanmoins, quelles sont les contraintes pour les pêcheurs mais aussi les améliorations apportées par cette technique de pêche ?



Un brochet relâché dans de bonnes conditions. Un geste simple mais essentiel.

Depuis une vingtaine d'années, l'apparition d'une nouvelle technique de pêche a bouleversé un milieu très conservateur. Les pêcheurs français ont vu débarquer du continent américain une nouvelle manière d'appréhender la pêche de loisir : le No-kill. Pour Julo, Youtuber pêcheur « C'est beaucoup plus sympa et joli de voir un poisson repartir en bonne santé dans l'eau que d'en voir un les yeux blancs et mort sur la rive. » Cette technique a pour principe de capturer les poissons dans les meilleures conditions possibles pour ensuite les relâcher à l'endroit de la capture. De la manière dont le poisson est manié jusqu'aux matériaux utilisés pour la capture, tout entre en compte dans le No-kill. En France, il est obligatoire dans beaucoup d'étangs, lacs publics ainsi que dans la quasi-totalité du réseau fluvial. Les pêcheurs sont donc dans l'obligation de relâcher la totalité de leurs prises sous peine de lourdes amendes. Les barèmes varient selon les fédérations mais tournent généralement autour de 150 à 500 €.

Des mesures et des sanctions

La nouvelle génération de pêcheurs

s'est rapidement fait à cette nouvelle technique et a compris l'intérêt qu'il y avait à relâcher en bonne santé ses prises. Néanmoins, de nombreux excès sont encore commis : il n'est malheureusement pas rare de retrouver des poissons morts au bord de l'eau ou d'en pêcher certains portant des cicatrices de précédentes « luttes » avec des pêcheurs. Pour empêcher ces exactions, les fédérations de pêche françaises mettent en place des patrouilles régulières pour que ce genre de comportement soit puni et disparaisse définitivement. Les barèmes d'amendes sont différents selon les fédérations mais elles sont souvent lourdes et décourageantes.

Différentes mises en place du No-Kill selon les espèces.

Le No-kill va également prendre différentes formes selon les espèces de poissons visés. Les mesures prises pour la pêche de la truite et celle de la carpe ne seront pas du tout les mêmes. Pour la truite, une simple épuisette et le maintien du poisson dans l'eau suffiront pour que le poisson reparte en bonne santé. Pour la carpe, c'est une toute autre histoire. Un matériel important et bien spécifique est maintenant

devenu quasi obligatoire dans le barda des carpistes. La carpe peut peser plus de 30 kilos, autant dire que la manier avec une simple épuisette est une tâche assez ardue. La pêche de la carpe est souvent un moment de détente mais également de chasse aux trophées. Chaque carpiste souhaite obtenir sa photo avec un poisson hors du commun, cependant le poisson doit être manipulé avec précaution. Il doit être déposé dans l'épuisette puis délicatement posé dans le tapis de réception. Une fois la photo prise, il doit être rapidement relâché pour lui éviter de manquer d'oxygène trop longtemps.

Le but de la pêche de nos jours est surtout de profiter de la nature et de la faune aquatique. Prendre soin des poissons s'est imposé comme une évidence aux yeux de beaucoup de pêcheurs français. Le No-Kill permet de préserver les écosystèmes et la biodiversité car les pêcheurs ne détériorent pas la faune et préservent ainsi les eaux douces françaises. La bonne conservation de la faune aquatique est une étape primordiale dans le processus de sauvegarde de la planète.

EDOUARD BERTRAND

ENVIRONNEMENT#05

PLANTER UN MILLIARD D'ARBRES PAR AN

Chaque année, environ 13 millions d'hectares de forêts disparaissent. Face à l'urgence climatique, Lauren Fletcher, ancien ingénieur de la NASA lutte contre la déforestation avec ses drones bombardiers.

Lauren Fletcher est un ancien ingénieur de la Nasa, où il aura accumulé plus de 20 ans d'ancienneté.

Il a notamment fait partie des programmes de recherches pour la Station Spatiale Internationale et l'exploration de Mars.

L'ex-ingénieur garde les pieds sur Terre, il souhaite restaurer notre planète et mettre ses compétences au service de la reforestation. Face à l'ampleur de l'urgence écologique, Lauren Fletcher met la barre haute avec son objectif de planter plus d'un milliard d'arbres par an.

Un drone au service de la reforestation

Son arme secrète : le drone. Sa start-up Biocarbon Engineering créée en 2014 à Oxford en Grande-Bretagne, travaille avec cette technologie pour transformer la façon dont les graines d'arbres sont plantées. Il a réussi, grâce à leur utilisation à distribuer des

gousses de graines depuis les airs sur de vastes zones.

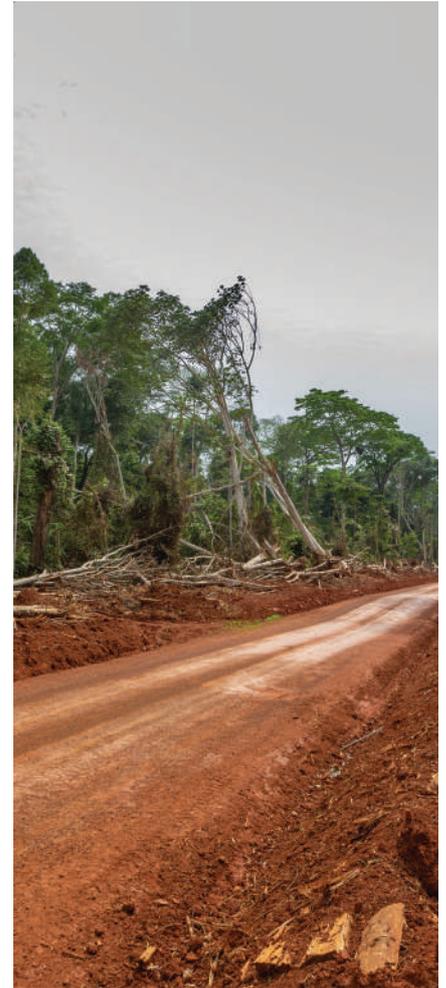
La première étape du travail des drones est de survoler une zone afin de la cartographier et de générer par la suite des cartes 3D de la zone à reboiser.

Ils recueillent ensuite des données sur l'état du sol et sur la topographie, avec l'aide d'écologistes pour déterminer les bonnes espèces à planter.

Ils déterminent les meilleurs emplacements pour que chaque semence se développe au mieux.

Enfin, ces appareils tirent dans le sol une petite capsule biodégradable qui contient une graine germée et des éléments nutritifs.

C'est 10 fois plus efficace que la plantation manuelle traditionnelle. Un seul drone peut transporter 150 gousses de graines, les tirant à raison d'une par seconde. Cela lui permet de reboiser un hectare toutes les



Déforestation au Cameroun / le 19 février 2018

20 minutes. L'être humain moyen peut planter environ 1 500 graines par jour, tandis qu'une paire de drones BioCarbon peut en générer près de 100 000 au cours de la même période.

BAPTISTE BUISSON

Venez découvrir Azas et son Pastel

AZAS
31380, Haut - Garonne

 Suivez notre actualité sur Facebook



POLITIQUE#06

LA NOUVELLE STRATÉGIE DE COMMUNICATION DES POLITIQUES

Depuis quelques mois, les acteurs politiques, y compris le gouvernement, ont axé leur communication sur les réseaux sociaux, et tenté de s'appuyer sur les influenceurs, avec plus ou moins de réussite. Cette stratégie tend à se généraliser, notamment sur Youtube, ou plus récemment Twitch.



Gabriel Attal sur Twitch / Capture d'écran

A un an de l'élection présidentielle, c'est sans doute l'exécutif, et en premier lieu le président de la République, qui ont le plus opté pour une communication digitale. En témoignent de nombreux exemples récents, de l'interview de deux heures du Président sur la chaîne YouTube de Brut, au live "Sans Filtre" de Gabriel Attal, le porte-parole du gouvernement, sur Twitch, en passant par l'interview de Jean Castex par le journaliste Samuel Etienne sur le même réseau.

Un gouvernement à la recherche d'une audience plus jeune

L'objectif de ce type de communication est clair : attirer un public plus jeune, que le gouvernement a des difficultés à toucher avec des modes de communication plus traditionnels. Selon les mots du Premier ministre, il s'agit là d'un "effort

pédagogique". Gabriel Attal via sa nouvelle chaîne Twitch, ou encore le ministre des Transports Jean-Baptiste Djebbari, qui partage des tweets et des stories humoristiques sur Instagram, contribuent aussi à cet effort de communication. De manière plus implicite, les ministres et leurs actions de communication deviennent régulièrement des mèmes (phénomène repris et décliné en masse sur internet) avec, pour ne citer que ces exemples, la vaccination déshabillé d'Olivier Véran, la promotion d'une activité sportive régulière à l'école par Jean-Michel Blanquer, ou encore les expressions faciales de Jean Castex.

Et au-delà de la simple image des ministres, le gouvernement va également s'appuyer sur les influenceurs, dans le but ensuite de toucher leurs communautés. En témoigne l'invitation lancée par

Gabriel Attal à des personnalités connues d'Internet telles que EnjoyPhoenix pour une émission diffusée sur Twitch et tournée à l'Elysée. Autre exemple, le défi lancé par Emmanuel Macron à deux Youtubers, McFly&Carlito, afin d'alerter sur les gestes barrières, et avec à la clé le tournage d'une vidéo avec le Président, à l'Elysée.

Communiquer autrement pour déconstruire la méfiance

Le gouvernement n'est cependant pas le seul à s'intéresser aux réseaux sociaux pour faire sa communication. Depuis plusieurs années, plusieurs hommes politiques se sont aussi lancés dans cette stratégie. Sur YouTube, Jean-Luc Mélenchon, président du groupe de La France Insoumise à l'assemblée nationale, alimente régulièrement sa chaîne, tout comme François Asselineau (UPR), ou Florian Philippot (Les Patriotes). Ils peuvent ainsi disposer d'un temps de parole largement supérieur à ce qu'ils pourraient espérer à la télévision ou à la radio. Ce moyen de communication a donc d'abord été utilisé par des petits mouvements cherchant à convaincre la plus large audience possible. Mais aujourd'hui, les avantages liés à la communication digitale sont cruciaux pour tous les acteurs politiques.

Communiquer par de nouveaux moyens, intéresser ou ré-intéresser



Le 1er ministre Jean Castex chez Samuel Etienne sur Twitch / Capture d'écran

les citoyens devient aujourd'hui un enjeu essentiel, dans un contexte où la méfiance envers les politiques, mais aussi les médias traditionnels, ne cesse de s'accroître. Selon le baromètre annuel de La Croix, en 2020, 43% des sondés jugent l'information liée au Covid, principale actualité de l'année passée, mal traitée. Cette actualité a pourtant poussé de nombreux citoyens à s'intéresser plus à l'actualité de manière générale. Entre 2020 et 2021, l'intérêt porté par les Français à l'actualité a connu une hausse de près de 10 points, passant de 59 à 67%. Cependant, on constate que pour la population de 18 à 24 ans, bien plus présente sur les réseaux sociaux que devant la télévision, ce taux stagne, à 51%. L'intérêt est donc, pour les politiques, de capter ce public qu'il n'arrive pas bien à toucher.

Comment intéresser les jeunes à la politique ?

Pierre-Louis Rivailler, étudiant et membre des jeunes avec Macron (JAM) a son avis sur la question. Pour lui, La REM, comme les autres partis, utilise beaucoup les réseaux sociaux pour attirer l'attention des jeunes. Il précise que le mouvement essaye aussi d'être à la pointe sur les nouveaux canaux de communication que sont Twitch et TikTok, où le parti est présent. Il ajoute que la présence sur ces outils permet d'aborder des

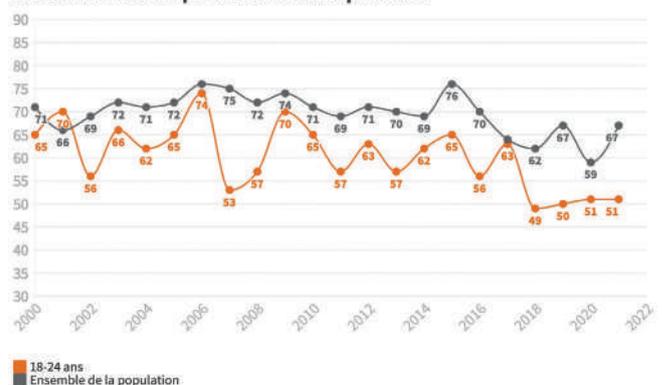
« Les jeunes ont l'impression que les responsables politiques ne se préoccupent pas assez des sujets qui leurs sont chers »

sujets auxquels les jeunes sont particulièrement sensibles, comme la transition écologique. Sur le désintéressement de la nouvelle génération pour la politique, le JAM argumente que les jeunes se sont détournés de ce sujet à cause d'un décalage entre jeunes et acteurs politiques : "Les jeunes ont l'impression que les responsables politiques ne se préoccupent pas assez des sujets qui leur sont chers".

Pour les intéresser, les politiques ne sont pas les seuls à se lancer sur les réseaux sociaux. Dernièrement, le journaliste Samuel Etienne a lui aussi créé sa propre chaîne Twitch, où il fait des revues de presse, et des interviews remarquées d'hommes politiques tels que François Hollande ou le Premier ministre Jean Castex. Plus spécifiquement sur la thématique de la politique, on peut citer Jean Massiet (avec la chaîne Accropolis), Hugo Travers (Hugo Décrypte) ou encore Usul, chroniqueur pour Mediapart. Avec un ton plus léger que celui de médias traditionnels, ils tentent d'informer de manière différente un public qui veut, lui aussi, s'informer de manière différente.

YVAN DE STÉFANI
ENZO PFEIFER

Evolution de l'intérêt porté à l'actualité depuis 2000



EXEMPLES DE LA NOUVELLE COMMUNICATION PRÉSIDENTIELLE

Le Président Macron, a lui aussi opté pour une nouvelle communication, axée sur les réseaux sociaux. Les exemples sont nombreux. Le dernier en date est le concours d'anecdotes avec McFly et Carlito, vidéastes sur YouTube. Le Président avait demandé à ces derniers de faire une vidéo sur YouTube pour expliquer les gestes barrières. Si cette vidéo atteignait dix millions de vues, le Président s'engageait à faire un concours d'anecdotes avec les vidéastes. La vidéo de prévention avait déjà atteint quatorze millions de vues, trois jours plus tard. Ce n'est pas le seul exemple. En effet, le chef de l'Etat a aussi fait un interview en direct sur la chaîne YouTube «Brut», le vendredi 4 décembre 2020. À quelques jours de la présentation du projet de loi «confortant les principes républicains». Une interview de plus d'une heure où le Président répond aux questions des journalistes de Brut et des internautes, en direct. L'occasion pour le président de la République, de créer un dialogue direct. L'opportunité également pour lui de parler de sujets qui concernent plus la jeunesse comme la laïcité, l'identité, la «Génération Covid» ou encore l'écologie. L'occasion surtout pour Emmanuel Macron de se faire entendre par un public plus jeune, dans un contexte où la défiance envers la politique est forte et un an avant l'élection présidentielle.

CULTURE#07

LA MUSIQUE : DE L'ÉVEIL À L'ENSEIGNEMENT



La découverte musicale d'un jeune enfant.

Aujourd'hui 72% des Français pensent que la musique doit être une matière à part entière dans l'enseignement au même titre que les mathématiques ou le français selon une étude de l'IPSOS. Mais joue-t-elle un rôle important dans notre éducation?

Avant nos trois ans, la musique est présente mais pas vraiment utilisée dans l'apprentissage. Elle sert surtout à jouer sur l'humeur de l'enfant, lui permettre de s'endormir plus facilement lors des siestes à la crèche ou chez la nourrice.

Elle peut aussi avoir un rôle d'éveil. L'enfant va commencer à faire de la musique lui-même en soufflant dans un objet ou en tapant sur quelque chose. Il va faire de la musique, émettre des sons sans réellement comprendre la pratique mais simplement parce que cela lui fait découvrir des sons qu'il aime ou non. C'est une découverte de ses capacités auditives et sensorielles.

Une aide à l'apprentissage

Lors de l'entrée à l'école maternelle, la musique devient partie intégrante des activités proposées aux enfants durant la journée. Du simple éveil

on passe à de la « pratique ».

Ce sont les premières chansons apprises, des comptines généralement qui ont cette fois-ci un rôle éducatif. Elles permettent l'apprentissage de choses simples comme les parties

du corps en chanson ou commencer à compter. « La musique permet une meilleure mémorisation ce qui facilite l'apprentissage de l'enfant, explique Cécile professeur en école maternelle. Le côté ludique permet de divertir les enfants et les garder attentifs ».

La découverte des émotions

À l'école élémentaire la musique n'est plus utilisée pour apprendre à proprement parler. Elle permet aux enfants « de découvrir un autre pan de l'art, d'apprendre à écouter, à exprimer ce que la musique provoque : émotions, images, envie de bouger dessus... », nous

confie Isabelle, professeur en école élémentaire.

Elle estime que « la musique n'est pas indispensable par rapports aux apprentissages » et que d'un point de vue strictement scolaire la musique n'a, pour des enfants de cet âge-là, pas une utilité indispensable.

En revanche, « elle est importante pour développer l'écoute et exprimer son ressenti ». La musique a donc ici plus un rôle dans « l'épanouissement personnel » de l'enfant.

Les encadrants éducatifs que ce soit les puéricultrices, les éducateurs de jeunes enfants, les professeurs des écoles utilisent la musique à différentes échelles et de différentes manières selon l'âge de l'enfant.

La musique joue un rôle important à tout âge de l'enfance mais pas pour les mêmes raisons. Parfois elle est l'instrument de nouvelles découvertes sensorielles, elle permet aussi un apprentissage plus aisé des leçons de bases, tout comme elle va aider l'enfant à comprendre ses ressentis et émotions et à les exprimer.

LUCIE GUILLET

LA DOUBLE FACE DE L'ÉDUCATION MUSICALE OUTRE-ATLANTIQUE

Contrairement à la France, les USA ne subventionnent pas de conservatoires, qui dépendent donc d'investissements privés. Les zones défavorisées se retrouvent ainsi souvent sans classe musicale. Cette disparité dans l'accès à la musique a favorisé l'apparition de cultures musicales distinctes : le rap a été amené par la communauté afro-américaine, très présente dans les zones défavorisées

CULTURE#07

LE RAP FRANÇAIS, TERRE DE CONVOITISES

Si la musique urbaine a toujours occupé une place importante de la musique française, le rap francophone a connu un essor conséquent depuis la fin des années 2000. Aujourd'hui, il constitue un véritable vivier pour les jeunes rappeurs qui doivent se confronter à une concurrence de plus en plus rude afin de se faire une place dans ce milieu.

Sur sa chaîne YouTube à plus de 100 000 abonnés, Gabriel dit "Gab Morisson" parcourt le monde afin de découvrir les rappeurs et leur quotidien. Au cours de ses multiples voyages, il constate que la France détient une caractéristique spécifique. « J'ai remarqué que beaucoup de rappeurs français font des millions de vues alors qu'ils n'ont même pas 15 ans. Je n'ai pas constaté ça dans les autres pays. La France influence beaucoup les autres pays européens. En Italie, ou encore en Espagne, ils sont beaucoup à suivre le rap français. »

En 2019, selon la Syndicat National de l'Édition Phonographique (SNEP), 73 % des jeunes de moins de 25 ans écoutaient de la musique urbaine. Ce chiffre s'illustre notamment par le fait que 125 titres de musiques urbaines composaient le top 200 cette même année. Les jeunes et nouveaux talents se distinguent aujourd'hui aux côtés d'artistes confirmés. Au cours de l'année 2019, 38 jeunes rappeurs classent un premier album dans le top 200 albums dont 37 sont produits en France. Tout comme pour les artistes expérimentés, certains de ces jeunes talents proviennent de pays francophones comme la Belgique et donnent une nouvelle dimension, une nouvelle richesse au rap français.

« Tout se passe sur les réseaux »

Véritable plateforme des possibles, les réseaux sociaux permettent aux rappeurs d'exprimer leur art. Selon Gabriel, « avant l'apparition d'internet et des nouvelles plateformes, les jeunes n'avaient pas les moyens qu'ont ceux d'aujourd'hui pour se mettre en avant. Aujourd'hui, en 2-3 clics, ils ont leur freestyle et leur clip. Ce sont les réseaux sociaux qui permettent davantage la découverte de nouveaux rappeurs, tout se passe sur les réseaux. » Thomas est le co-créateur du média @EtudiantRap qui regroupe près de 30 000 abonnés sur Twitter. Selon lui, « pour se faire une place dans le milieu du rap aujourd'hui, la communication fait 75 % du boulot. Il faut arriver avec une manière de communiquer innovante, de beaux visuels, une présence sur les réseaux, de beaux clips, de belles photos ou encore une belle cover (couverture d'album, ndr). Ensuite, c'est quelque



Crédit : Pexels - Pixabay License

L'univers du rap français est un secteur difficile d'accès et très concurrentiel.

chose qui se fait sur la durée, il faut prendre le temps de développer ton art, de comprendre ce qui fonctionne ou pas. Que ce soit dans la musique ou dans la communication. »

À la recherche des talents de demain

Ces réseaux sociaux ont conduit à la création de nombreux médias spécialisés dans la musique urbaine comme Booska'P ou encore Rap Elite. Ces derniers décryptent, partagent et promeuvent la culture urbaine. Au cours des dernières années, de petits médias sont venus concurrencer les plus gros. « Booska'P, avec tout le respect que j'ai pour eux, je pense que ce n'est plus le média indispensable, tu peux "percer" sans passer dessus. C'est aussi grâce au développement de petits médias. Booska'P c'est toujours un coup de pouce, évidemment, mais ce n'est plus aussi indispensable que ça aurait pu être à une époque » ajoute Thomas. Le jeune étudiant en communication ne compte pas s'arrêter là : « Le but pour @EtudiantRap est de devenir un média à part entière. On va prochainement se lancer sur Youtube et quelques petits projets à côté. Je viens d'Auxerre, une petite ville, je n'avais aucun contact. Aujourd'hui grâce à Twitter, je peux parler à des artistes que j'écoute tous les jours et je peux réaliser des projets avec eux. »

142

nouveaux talents
ont signé
dans un label
ou une maison
de disques en 2019.
Une hausse
de 45 % depuis 2014
et une hausse
de 22 % entre 2018
et 2019.

Lorsqu'un jeune artiste développe son art, il est susceptible d'être repéré par des labels. Les labels se chargent de tout ce qui est marketing et communication autour de l'artiste, et également de la commercialisation des différents morceaux de ce dernier. Michaël Kashiama est l'un des cofondateurs du label belge Jeunes Boss Records. « Nous sommes dans l'optique de collaborer avec des gens qui pourront créer leur propre structure, leur propre label, être indépendant. C'est un facteur qui est très important pour nous, nous ne sommes là que pour appuyer et amplifier la chose. »

Récemment, Frenetik, l'un des rappeurs de ce label, a connu une ascension fulgurante. Après une apparition remarquée dans les studios Colors, avec plus de 2 millions de vues sur Youtube, le jeune rappeur bruxellois sort sa première mixtape fin janvier dernier. « Nous savions que Frenetik était très très fort, mais on ne s'attendait pas à ce buzz aussi tôt. Nous n'étions pas nécessairement

préparés à ce buzz, ce serait mentir de dire le contraire. »

« **Le manager est la deuxième maman de l'artiste** »

Soutien indéfectible pour les artistes, les labels représentent parfois bien plus pour eux. « Nous n'avons pas fait tout le boulot. Nous l'avons aidé (Frenetik, ndlr) à se structurer et à faire en sorte qu'il se concentre seulement sur la musique. Je suis d'accord avec cette idée de famille. Il y a un dicton qui dit que le manager est la deuxième maman de l'artiste. C'est un dicton qui prend tout son sens chez nous, chez Jeunes Boss. L'avantage qu'on peut offrir à l'artiste par rapport à une maison de disque, c'est cette proximité. »

Malgré tout, rien n'est acquis pour Jeunes Boss, qui entend bien continuer sur sa lancée. « En ce moment il y a un buzz, mais peut-être que c'est de la chance. Le vrai test serait de pouvoir répliquer cet accompagnement comme nous l'avons fait auprès de Frenetik envers d'autres artistes. »

LOUIS LE BARS
NOAH THOUERY

FRENETIK, MODE FURTIF ACTIVÉ



Credit : Adèle Boterf

Comment as-tu perçu ton ascension ?

J'ai mis du temps à le percevoir. Je suis dans ma bulle, focus sur ce que je fais. Je n'ai pas forcément conscience de ce qu'il se passe autour. Mais j'y suis confronté. Même là, je pense que je ne réalise pas encore.

Quels conseils donnerais-tu aux jeunes rappeurs ?

Il faut toujours rester soi-même et ne pas se baser sur ce qu'on peut dire. Il faut venir avec sa propre identité. Aussi, beaucoup de travail, être exigeant avec soi-même car c'est difficile, il y a beaucoup de rappeurs, beaucoup de bons artistes. Également, il est important de bien s'entourer et de chercher à comprendre la musique et comment ça se passe. C'est bien de savoir la faire mais il faut la connaître et savoir ce qu'elle représente réellement.

Jeunes Boss, une famille ?

Avant tout, oui. Chacun se connaît, chacun apprend à se connaître. Dans le cadre où je suis, j'estime que c'est le mieux et que ça a encore plus de valeur parce qu'on construit vraiment quelque chose ensemble. L'amour qu'on a pour chacun, on en fait un business. C'est au-delà du professionnel.

Comment envisages-tu l'avenir ?

J'espère me voir loin, avec toujours les mêmes personnes. Avec toujours la même envie et juste les résultats qui ont changé. Je vis un peu au jour le jour mais je prévois aussi l'avenir au jour le jour. Si aujourd'hui je prépare demain et que demain je prépare après-demain, l'avenir est d'office assuré. Je crois en Dieu et au destin. Le reste est une question de travail et de foi.



CULTURE#07

CINÉMA : DES ACTEURS QUI SE BATTENT POUR SAUVER LES SALLES OBSCURES



Crédit : Pixabay

Confinement: les cinémas français sont fermés depuis le 30 octobre 2020

Alors que le monde de la culture traverse une période critique qui paraît interminable, les acteurs majeurs du cinéma tels que les exploitants, les distributeurs et les projectionnistes souffrent. C'est donc toute une fourmilière qui s'effondre laissant une note salée et un goût amer à l'univers cinématographique.

Avec l'arrivée du coronavirus, le cinéma, tout comme les établissements jugés « non essentiels », ont été rapidement fermés provoquant chômage et suspension de nombreux films à l'affiche. Si les distributeurs repoussent les projections afin d'assurer aux spectateurs les séances promises à la réouverture,

cela reste une douche froide financièrement. Avec le temps, certains films peuvent vite devenir « trop vieux » sur le plan commercial (placement de produit de montres, téléphones etc). Cela nécessite alors un renouvellement des partenariats avec les marques et le tournage de nouvelles scènes. Un désagrément que digèrent mal les annonceurs qui paient une somme importante dans la production.

Un métier qui pleure

Un monde à l'arrêt qui souffre et qui appelle au secours. « Mon travail me manque » nous confie un projectionniste d'Occitanie. En octobre 2020, on comptait déjà 750 millions d'euros de perte pour le cinéma français.

La menace des plateformes de streaming

Pendant que le monde du cinéma est en détresse, les plateformes de streaming, elles, semblent tirer profit et ont vu une ouverture dans cette crise. Un problème que soulignent les plus grands et qui est fatal pour nos salles obscures. «Mulan» de Walt Disney, comme d'autres, fait partie des productions disponibles sur Disney+ ou encore Netflix, alors qu'ils devraient d'abord faire succès dans les cinémas. Une menace pour les sorties et pour les exploitants, impuissants, déçus face à ce phénomène.

« On ne jette pas la pierre aux plateformes, mais ces films méritent leurs places dans les salles » d'après le té-

moignage de Philippe Calmels projectionniste en Occitanie. Selon lui, le public devrait avoir le choix entre les deux supports, sans nuire à un en particulier. Un accord entre cinéma et les plateformes de streaming serait en négociation afin de ne pas créer la mort des salles.

La magie du cinéma triomphera

Si certains pensent que les salles de cinéma sont vouées à être des salles de musée, pour Philippe Calmels, «ce sont des balivernes». «L'expérience cinématographique est magique et irremplaçable, tout l'enjeu est de vivre une expérience qu'on ne pourra jamais vivre chez soi» d'après le cinéophile, qui est fier de cette communion avec le public et de ces échanges remplis d'émotions lors des séances. Pour lui, c'est grâce à cela que le cinéma ne mourra jamais. C'est pour cela, que les distributeurs connus de

« La télévision fabrique de l'oubli, alors que le cinéma fabriquait des souvenirs »

Jean-Luc Godard

tous comme Gaumont, se battent, car le cinéma doit continuer de vivre ainsi que prendre des risques. Se montrer courageux fait parti de leur quotidien.

Pour Philippe Calmels, l'essentiel est d'être créatif afin de survivre à cette crise. Entre les deux confinements, celui-ci a pris l'initiative de mettre en avant chaque semaine, des films populaires, mythiques, français comme américains, jeune public comme film d'animation. Selon lui, trois axes sont primordiaux : il faut que la programmation soit équilibrée afin de contenter tout le monde mais également de mettre à l'honneur notre patrimoine avec des documentaires en tout genre. Ces deux points sont renforcés par des partenariats culturels comme des expositions dans le hall du cinéma. Une alternative qui permettra le triomphe des salles.

BOUCHY AURORE



PORTRAIT D'UN CINÉPHILE ACCOMPLI

Depuis 1997, Philippe Calmels amoureux des grands écrans, a suivi les pas d'un projectionniste. En admiration devant cet homme, il se conforte dans l'idée que le cinéma était sa vocation.

Sous le regard de son mentor, il a tout appris. Sa formation s'est faite dans le local de projection du cinéma de sa ville de toujours « c'est là que tout à commencer » .

Au départ, il était simplement remplaçant de son modèle. Cet amoureux du cinéma a finalement su se faire une place dans ce milieu. Il a aujourd'hui réussi à obtenir un contrat qui lui permet de vivre de sa passion au quotidien. Il peut exercer son métier de rêve en faisant ce qu'il sait faire de mieux : la projection de films dans les salles de cinéma

Une passion au-delà des salles

Sa passion n'a aucune limite puisque Philippe était également intervenant dans des établissements scolaires. Ses interventions dans les lycées avaient pour but d'animer la section audiovisuel.

De 1999 à 2010, il enseigne plusieurs facettes de l'art cinématographique. Il éduque ses élèves à l'art de la création des courts métrages ainsi qu'à celui des techniques importantes de tournage basées sur des règles fondamentales du cinéma.

Une expérience qui aura permis à notre maître des images de transmettre son savoir ainsi que l'amour qu'il porte pour ce métier qui l'anime depuis maintenant de nombreuses années.

Transmettre sa passion aux nouvelles générations est un but qui lui tient à coeur, de même en ce qui concerne son entourage qu'il initie à toutes les facettes de l'art cinématographique.

En ce qui concerne l'avenir, Philippe Calmels est confiant malgré ses craintes, comme tout professionnel de cet univers. Pour lui, des alternatives sauront être trouvées pour réinventer ce métier.

PORTRAIT#08

Vincent Vallauri

Vincent est né le 16 mai 2001 à l'Union, dans la banlieue toulousaine.

Pratiquant du rugby depuis tout petit, il tombe dans l'arbitrage et décide d'en faire sa passion. Réalisant des réunions tous les mois, il est amené à rendre des QCM ce qui montre que l'arbitrage est un métier compliqué..



Vincent qui arbitre lors d'un match en division Honneur

Crédit : THEO CARRERE

VINCENT VALLAURI : "LA CRISE SANITAIRE A MIS UN FREIN À MA CARRIÈRE EN TANT QU'ARBITRE"

Vincent, né le 16 mai 2001, est un jeune arbitre prometteur. Il a commencé sa jeune carrière en benjamin à l'âge de 5 ans où il arbitrait les matchs qu'il ne jouait pas avec son équipe et depuis, il enchaîne les concours et tente d'atterrir au meilleur niveau.

Enfant surdoué, dans les études comme dans le rugby, Vincent commence à jouer dès le plus jeune âge au TUC (Toulouse Université Club). Il est ensuite recruté par le Stade Toulousain. En parallèle, il intègre l'école d'arbitrage de son club et devient même champion de France du concours de découverte de l'arbitrage. De là est née cette passion et il fera de nombreux choix compliqués pour vivre sa passion un maximum.

Les études dans tous ça ?

Vincent est titulaire d'un bac scientifique qu'il a obtenu en 2019 au lycée Ozenne à Toulouse. Il a intégré le programme du pôle

espoir arbitrage section rugby du Lycée Jolimont et cela lui a permis de concilier sa passion pour le rugby et ses études. Il a mis en parenthèse sa carrière en tant que joueur pour se focaliser sur l'arbitrage, au sein du pôle espoir arbitral. Cependant, deux ans après son arrivée au pôle espoir, l'envie de reprendre en tant que joueur se fait ressentir. Il arrête alors le pôle pour reprendre la compétition à Launaguet, en étant tout de même affilié au Stade Toulousain pour l'arbitrage. Juste après l'obtention de son baccalauréat, il décide d'arrêter de nouveau le rugby pour se consacrer aux études et à l'arbitrage, pour y gravir les échelons. Il est aujourd'hui étudiant à la Toulouse School of Management en technique de commercialisation.

Carrière freinée mais loin d'être terminée

Sauf que tout cela a été remis en cause avec l'arrivée de la COVID-19. L'arrêt des matchs l'empêche

d'arbitrer et donc d'acquérir de l'expérience. Il est donc déçu mais ne perd pas espoir concernant un retour le plus tôt possible sur les terrains, pour joueurs et arbitres.

Vincent est arbitre de niveau territorial auprès des équipes Honneur de la région, une catégorie du niveau amateur. Il s'agit déjà d'un très bon niveau pour son âge et dans un contexte qui freine et reporte sa progression en tant qu'arbitre. Son objectif, c'est d'atteindre le plus haut niveau d'arbitrage dans le futur. La saison prochaine, il espère présenter son examen pour devenir arbitre fédéral et donc atteindre le niveau professionnel.

Tous les mois des réunions sont organisées pour réunir les arbitres afin de parler des nouvelles règles en vigueur ou même visionner certaines fautes pour les expliquer et les aider à mieux les juger le week-end.

iscpa!

JOURNALISME
COMMUNICATION
PRODUCTION

GROUPE IGS

PRÉSENTE

la matinale +

de la communication
et du journalisme

BY ISCPA TOULOUSE !

- × JE RENCONTRE DES PROS
- × J'ÉCHANGE SUR LEUR MÉTIER
- × JE CONFORTE MON PROJET D'ORIENTATION

Ouvert à tous les lycéens et étudiants | Rendez-vous sur les campus de Paris, Lyon et Toulouse
Dates et inscription sur www.iscpa-ecoles.com

SPORT#09

LE SPORT COMME SOLUTION POUR LUTTER CONTRE LA SÉDENTARITÉ

En ces temps de crise sanitaire, rythmés par un couvre-feu et les restrictions de distanciation sociale, la sédentarité qui se développe est un danger pour notre santé. Le sport ou la pratique d'une activité physique régulière est une solution afin d'en limiter les effets négatifs.

Pensez-vous être une personne sédentaire? Selon le médecin Jean Pierre Brackman médecin spécialisé dans la médecine du sport « la sédentarité c'est le fait d'avoir une activité physique faible voire inexistante. » L'indicateur pour mesurer la sédentarité c'est de prendre en compte le temps que l'on passe devant nos écrans ou bien le cumul du temps que l'on passe assis et couchés.

une étude pour illustrer cette augmentation ?

Une étude de l'ONAPS (Observatoire National de l'Activité Physique et de la Sédentarité) réalisée lors des deux premiers confinements et qui avait pour objectif d'évaluer les effets potentiels du confinement sur le niveau d'activité physique et les comportements sédentaires de la population. Indique que : 42% des enfants, 58,7% des adolescents, 36,4% des adultes et 39,2% des personnes âgées ont des niveaux d'activité physique réduits. Cela représente une augmentation de 6 à 12 % selon tranches d'âges. Avec le contexte actuel, on observe donc une augmentation de la sédentarité dans la population. La fermeture des salles de sport, les sportifs amateurs, qui ont moins de temps pour s'entraîner et de rencontres à disputer, accentue donc le développement de ce phénomène. De plus, la démocratisation du télétravail a tendance à favoriser un mode de vie sédentaire car la population se

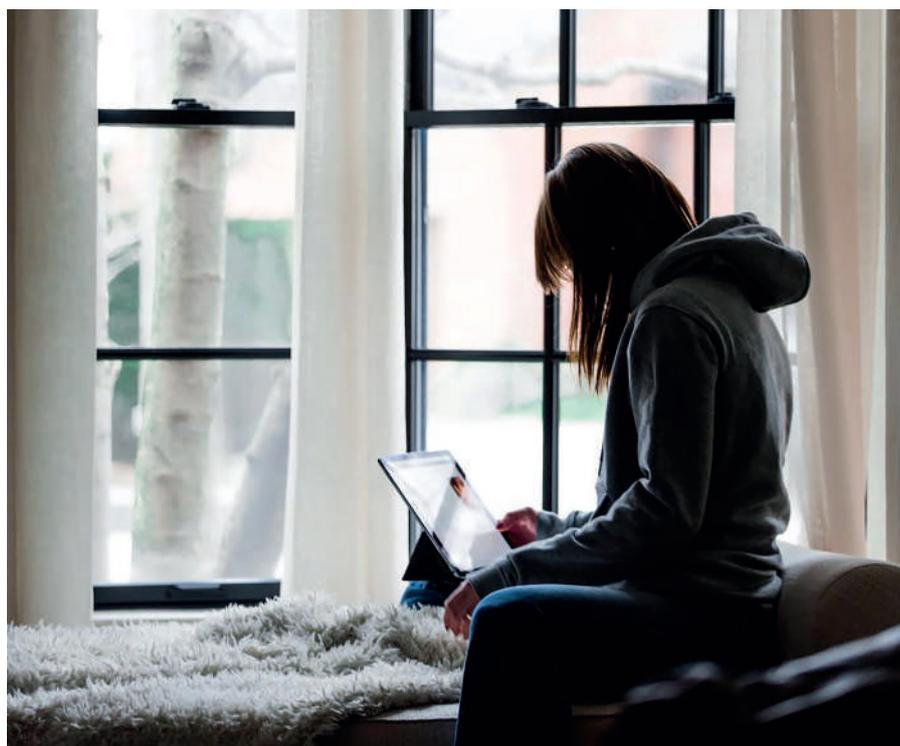
déplace moins et évolue dans l'environnement le plus propice à la sédentarité c'est-à-dire chez soi.

Le sport, une solution viable contre la sédentarité

La conclusion de cette étude explique que la période de confinement provoquée par la COVID-19 a conduit à d'importantes modifications des comportements de mouvement individuels à tous les âges, favorisant notamment une diminution de l'activité physique et une sédentarité accrue. Ainsi, le sport, ou une activité physique modérée sont deux aspects à diffé-

rencier. Principalement, à cause de la différence dans l'intensité de l'effort et de l'action. Le docteur Brackman explicite cette nuance « L'activité physique recouvre un vaste spectre d'activités. Il peut s'agir par exemple de déplacements actifs se rendre au travail, à l'école, faire les courses, ou bien d'activités du quotidien tel que le jardinage ou bien le bricolage. Ensuite, faire du sport c'est mobiliser nos muscles et nos articulations, soit l'inverse d'être inactif et donc sédentaire ». Pour éviter cela il faut donc idéalement, faire 30 à 40 minutes d'une activité physique, comme le recommande l'OMS. Il faut également tenter de faire du sport de façon plus intensive pour rester globalement en forme.

OUASSA KOUASSI RALPH



Pendant le premier confinement 41% des adultes ont augmenté leur temps passé devant les écrans.

HIGH-TECH#10

HOP: LA LUTTE S'INTENSIFIE

Le combat contre l'obsolescence programmée demande un travail acharné. Les associations de consommateurs ne diront pas le contraire et s'y emploient chaque jour. Aujourd'hui, force est de constater que les résultats arrivent.

Chaque année, des milliers de plaintes affluent pour dénoncer des appareils électroniques tombant sans cesse en panne. Pour faire bouger les choses, il n'existe qu'une solution : passer par le législateur, comme l'explique Delphine Rengot, responsable communication chez Halte à l'obsolescence programmée. « Pour plaider notre cause, nous nous appuyons sur des échanges privilégiés et réguliers avec des députés et des structures publiques comme l'ADEME (agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) » confie Delphine Rengot. Ces relations ont notamment permis d'aboutir à l'adoption de la loi de transition énergétique en août 2015. Outre cette volonté, c'est le calendrier politique qui, a accéléré le vote de ce texte, selon la journaliste de UFC-Que Choisir Camille Gruhier. « On savait que cette loi passerait, parce que c'était un alibi pour François Hollande avant d'arriver à la Cop 21 que la France présidait. L'État voulait montrer qu'il était en phase dans sa volonté de lutter contre



Les téléviseurs représentent 8% de l'obsolescence programmée selon HOP.

le réchauffement climatique par l'adoption d'une croissance verte. Cela lui donnait une bonne pub ».

le travail de lobbying porte ses fruits
Point d'orgue de cette bataille, la condamnation d'Apple le 7 février 2020. HOP accusait la marque à « la pomme » d'encourager les utilisateurs à procéder à des mises à jour sur leurs smartphones, dans l'unique but de ralentir leurs appareils pour en consommer un autre. Confortée par la DGCCRF (répression des fraudes),

l'association de consommateurs oblige donc l'entreprise Apple à verser une amende record de 25 millions d'euros. Delphine Rengot n'a d'ailleurs pas oublié le moment de cette annonce. « Le fait de pouvoir faire condamner un des GAFA était inespéré. Cela montrait que notre action était utile, et que les mentalités seraient amenées à évoluer ». Aujourd'hui, et malgré la pandémie, la lutte continue et de nouvelles victoires pourraient vite arriver.

GABRIEL BREHIN

L'OBsolescence PROGRAMMÉE, C'EST QUOI ?

« Maman ! Mon ordinateur rame de plus en plus, il faudrait qu'on en rachète un autre plus performant ». Ce mode de consommation devient banal et de plus en plus récurrent face à des équipements déficients. Ces procédés engagés par beaucoup d'entreprises possèdent un nom : l'obsolescence programmée. Elle constitue un ensemble de pratiques permettant de réduire artificiellement la durée de vie des produits, pour pousser à leur renouvellement plutôt qu'à leur réparation. Fragilité des composants, inaccessibilité à certaines pièces, obsolescence logicielle, tout est prévu pour tromper le consommateur et le pousser à dépenser. Mais face à ce type de pratiques, certaines associations décident de s'engager auprès du grand public dans l'optique de protéger leur pouvoir d'achat, de dénoncer ces sociétés et d'influer pour un monde plus vert et responsable.

20 MESURES POUR AGIR

En novembre, HOP a publié un livre blanc européen, destiné à soutenir les consommateurs en leur proposant les bonnes pratiques pour lutter efficacement contre ce phénomène, devenu structurel. Ce rapport a pour vocation d'être utilisé comme un guide de politiques publiques pour mettre fin à l'obsolescence en Europe. HOP y propose 20 mesures, comme l'introduction de normes de durabilité aux produits vendus, ou encore la réduction du coût de réparation. « Dans notre rapport d'activité, nous revendiquons 13 000 personnes sensibilisées aux enjeux de l'obsolescence et aux solutions pour faire durer ses objets ainsi que 21 entreprises appartenant à son club de la durabilité. Ces sociétés avec qui nous collaborons ont soit réparé, loué, vendu ou reconditionné près de 78 millions d'appareils, soit 14,9 millions de tonnes d'équivalent CO2 évités » se félicite Delphine Rengot.

X

_ TOULOUSE

_ LYON

_ PARIS

X

iscpa!

JOURNALISME
COMMUNICATION
PRODUCTION


GROUPE IGS

_ INSTITUT SUPÉRIEUR DES MÉDIAS

X

MON AVENIR E-MEDIA

+

ÉCOLE DE JOURNALISME

Presse écrite, web, télévision, radio...

BACHELOR : DE BAC À BAC +3

X

CYCLE MASTÈRE PROFESSIONNEL* :
DE BAC+3 À BAC +5

ÉCOLE DE COMMUNICATION

Événementiel, publicité, créa, digital...

BACHELOR : DE BAC À BAC +3

X

CYCLE MASTÈRE PROFESSIONNEL* :
DE BAC+3 À BAC +5

ÉCOLE DE PRODUCTION

Cinéma, télévision, musique, spectacle vivant..

BACHELOR : DE BAC À BAC +3

X

CYCLE MASTÈRE PROFESSIONNEL* :
DE BAC+3 À BAC +5

_ ISCPA PARIS 01 80 97 65 80 - ISCPAPARIS@GROUPE-IGS.FR - ISCPAPARIS

_ ISCPA LYON 04 72 85 71 73 - ISCPALYON@GROUPE-IGS.FR - ISCPALYON

_ ISCPA TOULOUSE 05 31 08 70 55 - ISCPATOULOUSE@GROUPE-IGS.FR - ISCPATOULOUSE



WWW.ISCPA-ECOLE.S.COM

*Le terme «Cycle Mastère Professionnel» désigne un niveau de fin d'études à Bac+5

Établissements d'enseignement supérieur technique privés (Lyon-Toulouse) Etablissement d'enseignement supérieur privé (Paris) - 04/2019 Direction Marketing et Communication Groupe IGS - Document non contractuel. L'ISCPA se réserve le droit d'apporter toute modification qu'il jugera nécessaire. - Crédits photos : Shutterstock